

Press book
Januari / janvier 2018

Brèves



La Libre Belgique/Liège,
Ma. 29 Jan. 2018, Pagina 14

*Astronomie La région liégeoise pourrait accueillir les trois tunnels du **Télescope Einstein** La région liégeoise pourrait disposer, en 2030, d'une infrastructure scientifique souterraine composée de trois tunnels de 10 km chacun, enfouis à 200 mètres dans le sol de la Basse-Meuse, a expliqué samedi Sudpresse. Ce projet, dont le coût ...*

Astronomie

La région liégeoise pourrait accueillir les trois tunnels du *Télescope Einstein*

La région liégeoise pourrait disposer, en 2030, d'une infrastructure scientifique souterraine composée de trois tunnels de 10 km chacun, enfouis à 200 mètres dans le sol de la Basse-Meuse, a expliqué samedi Sudpresse. Ce projet, dont le coût est estimé à 827 millions d'euros, est un projet européen baptisé "Télescope *Einstein*", destiné à observer les ondes gravitationnelles. Dans ces tunnels prendront place des tubes à vide dans lesquels circuleront des faisceaux laser. (Belga)

Un budget de 827 millions d'€



Sud Presse *,
Za. 27 Jan. 2018, Pagina 18

Les chiffres du projet **Télescope Einstein** sont impressionnants ! Il s'agira donc de construire, à 200m dans le sol, trois tunnels de 10km de long dans lesquels circuleront des faisceaux laser. Les « cavernes » en surface seront occupées par le matériel technique, notamment des miroirs dont une partie de la surface sera refroidie à des températures inférieures à -263°. Le dossier, si tout suit son cours, devrait être attribué en 2020. Pour que les travaux puissent débuter dès 2021. Il faudra compter 10 ans de travail avant la mise en service. Le budget estimé est de 827 millions d'euros, en grande partie financé par l'Europe, dont 592 millions pour la construction du site. 170 millions sont budgétés pour le système de vide, 13 pour la cryogénie, 14 pour les suspensions et 38 millions pour les optiques. Prudemment, une marge de 30 % a été aussi prévue pour des dépassements éventuels. Ce qui à ce moment-là porte le budget total à plus de un milliard d'euros.

Télescope Einstein : Liège y croit !



Sud Presse *,
Za. 27 Jan. 2018, Pagina 18

Le CERN de Lausanne et son accélérateur de particules sont connus dans le monde entier. Il a d'ailleurs contribué à ce que François Englert décroche le Prix Nobel de Physique. En 2030, la région liégeoise pourrait disposer d'une infrastructure du même ordre, composée de trois tunnels de 10km chacun, enfouis à 200m dans le sol de la Basse-Meuse. Un projet à 827 millions d'euros.

C'est un projet tout simplement énorme à l'échelle de la Wallonie. L'Université de Liège, en collaboration avec l'Institut Nikhef d'Amsterdam et l'Institut Albert Einstein de Hanovre, est candidate à un projet européen baptisé « **Télescope Einstein** ». Et espère bien le concrétiser dans la région liégeoise, en Basse-Meuse.

Cette infrastructure scientifique devra servir à observer les ondes gravitationnelles. « Ce télescope est dit de 3 e génération », explique Yaël Nazé, astrophysicienne à l'ULiège. « Il permettra de sonder un volume mille fois supérieur à ce qui se fait actuellement et détectera un million d'ondes par an. » De quoi permettre une astronomie de très haute précision et soumettre la théorie de la relativité à de nombreuses mesures (d'où la référence à *Einstein*). « Cela va servir aussi à l'étude de trous noirs de grande taille », poursuit la scientifique. « Les trous noirs stellaires, évidemment, qui sont des cadavres d'étoile ou bien nés d'une fusion de cadavres d'étoiles. Mais on espère aussi étudier les trous noirs supermassifs, qui font plusieurs millions de fois la masse du soleil. On n'a pas encore détecté d'ondes gravitationnelles de ces trous noirs, mais cela devrait être le cas à l'avenir. C'est presque un nouveau domaine scientifique qui s'ouvre là ».

Trois tunnels de 10 km

En région liégeoise, concrètement, il s'agira de construire une infrastructure composée de trois tunnels de 10 kilomètres de longs enfouis à 200m sous terre. On y installera des tubes à vide dans lesquels circuleront des faisceaux laser. Aux angles du triangle, on installera ce que les techniciens appellent des « cavernes » : des locaux avec les lasers, des miroirs de haute précision et un dispositif d'amortissement des vibrations. Une partie des miroirs sera refroidie à des températures inférieures à -236°.

Mais pourquoi en région liégeoise ? « Nous travaillons avec l'Allemagne et les Pays-Bas. La région des trois frontières est idéale. Il faut notamment un terrain très stable pour éviter les vibrations. Le site précis n'est pas encore déterminé mais des tests sont en cours. » Science-fiction ? « Pas du tout. Nous avons d'ailleurs déjà bien avancé dans le dossier et un symposium est prévu fin de ce mois à Liège. Nous devons en effet maintenant sensibiliser les autorités locales, régionales, les forces économiques... Il s'agit d'un projet financé par l'Europe. Si nous sommes candidats, d'autres sites sont aussi dans la course : en Hongrie, en Sardaigne et en Espagne. » Le choix du lauréat aura lieu en 2020, pour que les travaux débutent en 2021 avec une mise en service espérée en 2030. Et Liège dispose de certains atouts. « Nous avons le site potentiel, de grande qualité. Ensuite, nous travaillons à trois, dans une dynamique européenne. Enfin, il est

incontestable que le domaine spatial a le vent en poupe à Liège. Pour toute la région, c'est une opportunité incroyable. Cela stimulera l'innovation, la recherche et l'emploi. » Et cela mettra encore un peu plus Liège et la région wallonne en évidence sur la carte de la recherche spatiale.

Nicolas Léonard

Nicolas Léonard ■

„Neues Leben für europäisches Projekt“



Grenz Echo,
Za. 27 Jan. 2018, Pagina 2

Im Beisein von DG-Ministerpräsident Oliver Paasch (ProDG) gaben die Außenminister Belgiens, Luxemburgs und der Niederlande - Didier Reynders (MR), Jean Asselborn und Halbe Zijlstra - am vergangenen Montag in Brüssel den Startschuss zur einjährigen *Benelux*-Präsidentschaft unseres Landes.

Das Bündnis verband die drei Staaten ab 1944 zunächst als Zollunion, bis im Zuge des europäischen Einigungsprozesses Aspekte der politischen Zusammenarbeit mehr und mehr in ihren Fokus rückten. Dem trugen die Partnerstaaten 2008 mit einem neuen Abkommen Rechnung, das neben der wirtschaftlichen Zusammenarbeit mit Themen wie nachhaltige Entwicklung, Justizkooperation und die Angleichung der Innenpolitik neue Schwerpunkte setzte und auch eine engere Kooperation mit Nordrhein-Westfalen (NRW) vorsah.

Während des Zweiten Weltkriegs im Londoner Exil ins Leben gerufen, feiert die *Benelux*-Union in diesem Jahr ihren 60. Geburtstag in einer Zeit, in der Europa eine neue Identitätskrise durchläuft und von amerikanischer Seite her mit zunehmendem Protektionismus konfrontiert werde, heißt es dazu in einer Mitteilung. Vor diesem Hintergrund freut sich Oliver Paasch, „dass unser Land seinen *Benelux*-Vorsitz nutzen möchte, um gemeinsam mit den luxemburgischen und niederländischen Partnern dem europäischen Projekt neues Leben einzuhauchen.“ Für den belgischen Vorsitz sollen die Themen Digitalisierung und nachhaltige Entwicklung den roten Faden bilden.

Aber auch „Dauerbrenner“ im *Benelux*-Austausch, wie die Vertiefung der polizeilichen Zusammenarbeit mit verbessertem Informationsaustausch zwischen den Polizeidiensten, oder auch die gegenseitige Anerkennung von Bildungsabschlüssen, sollen nicht vernachlässigt werden.

Im letzteren Fall wurden den Angaben zufolge weitere Fortschritte in der automatischen Anerkennung des Niveaus aller **Diplome des Hochschulwesens** im *Benelux*-Raum bereits für diese Woche angekündigt. (red)

Les diplômes du supérieur délivrés dans le Benelux automatiquement reconnus

Le Soir*,
Za. 27 Jan. 2018, Pagina 57

Les diplômes du supérieur délivrés dans le *Benelux* automatiquement reconnus

Les niveaux de diplômes d'enseignement supérieur décernés aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg seront dorénavant automatiquement reconnus par chacun de ces pays. Une décision de reconnaissance automatique des niveaux de diplômes avait déjà été signée en 2015, mais cet accord ne portait que sur les bacheliers et les masters. Il vaudra dorénavant aussi pour les graduats et les (post-)doctorats. Le *Benelux* est la seule région d'Europe où pareille reconnaissance automatique de niveaux des diplômes est un fait. Avant cet accord, les diplômés devaient suivre une procédure longue et parfois onéreuse pour faire reconnaître leurs certificats, ce qui pouvait freiner la poursuite des études – ou la recherche d'un emploi – de l'autre côté de l'une ou l'autre frontière. (b.)

« Alerte, un Tupolev russe viole notre espace aérien »

Le Soir*,
Za. 27 Jan. 2018, Pagina 17

A la base aérienne de Florennes, deux pilotes et la tour de contrôle sont en stand-by permanent pour réagir en cas d'intrusion dans l'espace aérien, observé depuis Glons.

REPORTAGE

Un local souterrain dans un bâtiment perdu au milieu de la campagne de Glons, en région liégeoise. Pas la moindre fenêtre donnant sur l'extérieur, bien évidemment. Sur les bureaux, en revanche, des dizaines d'écrans au fond noir. En jaune, vert, orange ou rouge, des données et des cartes défilent. Pour les scruter, les analyser et les interpréter, quatre militaires. Bienvenue dans la master control cabin du CRC, le control and reporting center de la force aérienne de l'armée belge.

« Le CRC est chargé de préserver l'intégralité de l'espace aérien belge au travers de son engagement au sein de l'Otan, commente le major Patricia Allemeersch, commandant des lieux. Il peut aussi fournir un appui opérationnel et technique à l'ensemble des opérations et exercices aériens et interarmes. »

Alors que le calme règne dans la cabine de contrôle centrale, l'un des téléphones retentit. L'assistante du « fighter allocator », le maître des opérations, décroche. « C'est une alerte », explique Patricia Allemeersch. Nos pays voisins, la France et la Grande-Bretagne, nous signalent qu'un avion non identifié se dirige vers notre espace aérien. Il s'agit d'un Tupolev russe. Les avions de chasse Eurofighter anglais l'ont pris en chasse au-dessus de la mer du Nord. S'il s'approche de Calais, les Français décolleront. » C'est finalement ce qui va se passer dans cet exercice basé sur l'interception, bien réelle celle-ci, la semaine dernière d'un Tupolev russe qui avait bel et bien violé l'espace aérien européen et belge.

L'un des opérateurs est en contact permanent avec la tour de contrôle et deux pilotes en stand-by 24h/24 à la base aérienne de Florennes. Un autre est informé en direct par la France et la Grande-Bretagne tout en gardant en alerte les Pays-Bas qui sont les suivants sur la trajectoire de l'aéronef intrus. La tension est à son comble tant les intentions du pilote russe sont inconnues, dans cet exercice. Les coups de fil sont incessants. Le tout en anglais, langue véhiculaire de ce type d'échanges internationaux.

Depuis sa création après la Seconde Guerre mondiale, les missions du CRC ont évolué. Elles sont désormais de trois ordres, comme le détaille le major Allemeersch. « La première mission concerne la police aérienne demandée par l'Otan (QRA). Nos opérateurs sont tenus d'identifier tous les avions qui survolent la Belgique. Qu'ils soient civils ou militaires. Nous devons tout savoir sur eux : destination, propriétaire, origine, altitude, etc. Ces informations sont transmises à l'Otan ainsi qu'aux centres radars voisins. Si nécessaire, nos avions de combat sont envoyés pour effectuer un contrôle visuel. Ça doit aller très vite car en dix minutes, un avion a traversé notre pays vu sa petite taille. On peut suivre un appareil ou le faire dévier. S'il s'agit d'un avion militaire étranger, l'un de nos officiers tient le ministre de la Défense informé et le conseille. »

« Notre deuxième mission , poursuit le commandant du CRC, est un support à la police aérienne fédérale. Lors de sommets européens ou lors de la venue de certains chefs d'État, nous fermons l'espace aérien en constituant des cercles de plus en plus serrés en fonction de la menace. Nous luttons aussi contre le crime organisé avec la police, notamment contre le trafic de drogue. Enfin, notre troisième axe de travail est le contrôle aérien des vols d'entraînement des forces aériennes belge et des pays membres de l'Otan. »

Pour mener à bien ses missions, le CRC peut compter sur 110 militaires. Pour les cas les plus extrêmes, la Belgique a même signé des accords avec la France et l'Allemagne pour que, dans les deux sens, lorsqu'un pays est menacé par un aéronef, ses avions puissent le poursuivre sur le territoire du voisin.

Dans le bunker, la tension monte d'un cran. Le Tupolev n'a pas répondu aux injonctions des Eurofighter anglais et des Rafale français. Il s'approche désormais du territoire belge. « Comme celui de la semaine dernière , explique Patricia Allemeersch, il a donné de fausses informations sur son identité, sur le type d'avion et sur son plan de vol. Comme au temps de la guerre froide, les Russes ont repris ce jeu d'influence pour tester l'Otan sur sa réactivité et sur les moyens dont ses pays disposent. » La base aérienne est alertée. C'est un « scramble », dans le jargon.

Sur la base de Florennes, Joker et Sonic sont les deux pilotes de garde pour le QRA, ce jeudi. De 8 h jusqu'à la même heure le lendemain. Dans leur petit local, à deux pas de la piste, entre deux hangars où sont stationnés leurs F-16, ils disposent d'un séjour, d'une cuisine et de deux chambres avec évier pour passer leur journée.

« En vertu d'un accord avec les Pays-Bas, nos deux pays se partagent le contrôle du Benelux , explique Joker. Pour la Belgique, ça se fait en alternance depuis Florennes ou Kleine-Brogel avec deux avions à chaque fois. Un troisième est toujours en stand-by si un problème devait survenir. »

Quand ils sont en attente, en combinaison de vol, dans leur local, les pilotes ne s'ennuient pas une seconde. « C'est une mission comme une autre mission de l'Otan en Belgique ou à l'étranger , disent-ils. Parfois, pendant les QRA, nous avons des alertes mais parfois aussi nous effectuons des vols d'entraînement. Quand c'est le cas, deux autres pilotes nous remplacent si une alerte devait survenir et que notre quantité de carburant à bord n'était pas suffisante pour l'assumer. Le reste du temps, nous étudions car la tactique et les réglementations évoluent sans cesse. Avoir notre propre petite cuisine est aussi une bonne chose. Nous préparer nos repas est une forme de divertissement et est propice à la discussion. »

La grosse sirène rouge fixée à la façade extérieure du bâtiment se met à rugir. C'est l'alerte perçue par Glons qui provoque son effet et est relayée par la tour de contrôle de l'aérodrome de la base de Florennes où une équipe est également de permanence 24h/24. C'est le scramble. Joker et Sonic entrent en action.

En quelques secondes à peine, les deux pilotes arrachent leurs harnais pendus au porte-manteau situé près de la porte d'entrée. Ils empoignent leur casque tout en recevant les premières instructions sur leur mission de la bouche de leur chef technicien. Joker se met à courir vers le hangar de droite, Sonic vers celui de gauche. Alors qu'ils grimpent dans leur F-16, un chef d'équipe ouvre la porte de chaque hangar. Des vérifications techniques de base sont faites et les pilotes se harnachent. Ils reçoivent dans le même temps les ultimes informations relatives à leur mission. Les réacteurs se mettent en marche et montent en puissance. Le bruit très aigu est assourdissant. La tour de contrôle a donné son autorisation pour le taxi sur la piste. Joker sort de son hangar, suivi par Sonic. Ils prennent place sur la piste et sont prêts à décoller, guidés par un chef technicien. Depuis

que le CRC de Glons a reçu son message d'alerte, il s'est à peine écoulé plus de dix minutes. L'Otan exige que chaque équipage ait pris l'air en moins d'un quart d'heure. La sécurité des pays en dépend. Pour Joker et Sonic, la mission est accomplie.

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

FRÉDÉRIC DELEPIERRE ■

Les diplômes du supérieur délivrés dans le Benelux automatiquement reconnus



Le Soir,
Za. 27 Jan. 2018, Pagina 1

Les diplômes du supérieur délivrés dans le *Benelux* automatiquement reconnus

Les niveaux de diplômes d'enseignement supérieur décernés aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg seront dorénavant automatiquement reconnus par chacun de ces pays. Une décision de reconnaissance automatique des niveaux de diplômes avait déjà été signée en 2015, mais cet accord ne portait que sur les bacheliers et les masters. Il vaudra dorénavant aussi pour les graduats et les (post-)doctorats. Le *Benelux* est la seule région d'Europe où pareille reconnaissance automatique de niveaux des diplômes est un fait. Avant cet accord, les diplômés devaient suivre une procédure longue et parfois onéreuse pour faire reconnaître leurs certificats, ce qui pouvait freiner la poursuite des études – ou la recherche d'un emploi – de l'autre côté de l'une ou l'autre frontière. (b.)

Benelux erkent



De Morgen,
Vr. 26 Jan. 2018, Pagina 4

Alle hogere diploma's van België, Nederland en Luxemburg worden voortaan automatisch erkend in de drie landen. Die overeenkomst werd in Brussel goedgekeurd door onderwijsministers uit de drie landen. Sinds 2015 was er al een automatische erkenning voor de bachelor- en masterdiploma's. Sinds donderdag is dat ook het geval voor bijvoorbeeld graduat en doctoraten. De automatische erkenning moet een einde maken aan de nu nog lange en soms ook dure procedures om een diploma over de grens geldig te laten verklaren, en om werk op diplomaniveau te kunnen krijgen.

(BELGA) ■

BRUGES / BENELUX



L'Avenir*,
Di. 23 Jan. 2018, Pagina 9

BRUGES Sauvé des eaux Un hélicoptère Seaking a sauvé un membre d'équipage d'un cargo tombé dans l'Escaut lundi, a indiqué la Défense. La 40e escadrille de Coxyde a été appelée pour une opération de sauvetage aux alentours de midi. Un membre de l'équipage d'un cargo était tombé dans l'eau alors ...

BRUGES

Sauvé des eaux

Un hélicoptère Seaking a sauvé un membre d'équipage d'un cargo tombé dans l'Escaut lundi, a indiqué la Défense.

La 40e escadrille de Coxyde a été appelée pour une opération de sauvetage aux alentours de midi. Un membre de l'équipage d'un cargo était tombé dans l'eau alors que le bateau stationnait le long de l'Escaut. La victime a été emmenée à l'hôpital Sint-Jan de Bruges. Aucune information sur son état n'a été communiquée.

L'année dernière, 107 opérations de sauvetage ont été menées par le Seaking et les NH90.

BENELUX

La Belgique à la présidence

La Belgique a pris lundi la présidence tournante de l'Union *Benelux* en présentant ses priorités, qui vont du développement de systèmes de transport intelligents au soutien à l'économie circulaire en passant par la transition énergétique, la coopération policière et la lutte contre la fraude sociale. La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas devraient renforcer leur coopération en matière de gestion des crises et la lutte contre les catastrophes ainsi que sur les plans de l'asile et de la migration.

Viering 60 jaar Benelux



De Telegraaf,
Di. 23 Jan. 2018, Pagina 11

Brussel - De staatshoofden van Nederland, België en Luxemburg zijn op 5 juni van de partij bij de viering van de zestigste verjaardag van het samenwerkingsverband tussen de drie landen. Jongeren worden dan in aanwezigheid van koning Willem-Alexander, de Belgische koning Filip en de Luxemburgse groothertog Henri speciaal in de schijnwerpers gezet.

Thomas Antoine, secretaris-generaal van de *Benelux* Unie, kondigde dat aan bij de aftrap van het Belgische voorzitterschap van de *Benelux* in 2018. „Er schuilt nog veel potentieel in de *Benelux*.”

De Belgische minister van Buitenlandse Zaken Didier Reynders noemde de verjaardag „een zeer belangrijk moment voor de drie landen.” „We hebben een ambitieuze agenda om een voortrekkersrol te blijven spelen als laboratorium van de Europese Unie”, aldus de bewindsman.

De rode draden zijn digitalisering en duurzame ontwikkeling. „We willen samen een intelligent vervoerssysteem ontwikkelen, de kringlooeconomie ondersteunen, werken aan de energietransitie, opnieuw onderhandelen over het politesamenwerkingsverdrag en sociale dumping bestrijden.” In breder verband ziet Reynders veel belang in het aantonen van de meerwaarde van regionale integratie.

België en Nederland ontwarren Albertknoop



Het Belang van Limburg *,
Za. 20 Jan. 2018, Pagina 31

Het grensoverschrijdend industriegebied Albertknoop langs het Albertkanaal in Lanaken en Maastricht krijgt langs beide kanten van de grens dezelfde geluidsnormen. "Deze beschikking zorgt voor rechtszekerheid voor bedrijven en omwonenden", zegt burgemeester van Lanaken Marino Keulen.

Twee landen en dus verschillende spelregels en normen als het op het verlenen van vergunningen aankomt. Die knoop werd de voorbije 4 jaar ontward met de hulp van de *Benelux* Unie. "De *Benelux* heeft een uitzonderlijke positie binnen de Europese Unie. Wij bezitten niet alleen de expertise, maar kunnen ook een eigen wettelijk kader creëren dat perfect rechtsgeldig is", weet adjunct-secretaris-generaal **Luuk Blom**. Aan beide kanten van de grens in Lanaken en Maastricht gelden nu dezelfde geluidsnormen. "We voorkomen op deze manier juridische conflicten die de ontwikkeling van dit industriegebied zouden kunnen belemmeren, dankzij dit kader is er nu ook duidelijkheid voor de omwonenden in de nabijgelegen woonwijken Malberg, Caberg, Veldwezelt en Briegden", stelt burgemeester Keulen. "Als Limburgers zijn we vertrouwd met de grensproblematiek, maar dit is ook een mooi pilootproject dat als voorbeeld kan dienen voor andere problemen in onze grensregio", zegt gedeputeerde Inge Moors. Op het eerste bedrijf is het nog even wachten. Eerst moet het gebied helemaal worden ontleemd door steenfabrieken in de buurt. (migi)

Le Benelux fêtera ses 60 ans sous présidence belge



L'Echo,
Za. 20 Jan. 2018, Pagina 8

La Belgique prend ce lundi la présidence du Benelux. L'alliance dure depuis 60 ans. Transports, e-gouvernance, coopération policière, énergies vertes... les défis sont nombreux.

Exilés à Londres en pleine guerre mondiale, les trois gouvernements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg concluent en 1944 une convention d'union douanière.

Unis, ils se sentent plus forts pour faire le poids face à leurs puissants voisins. Leur objectif est aussi de mettre fin au protectionnisme, imposé par les Etats-Unis après la crise de 1929, en créant une zone de libre-échange pour commercer. Et conjurer les guerres qui les dévastent à répétition.

Sans le savoir, ils viennent de créer l'embryon d'un projet bien plus vaste, l'Union européenne, la France, l'Allemagne et l'Italie rejoignant leur dynamique en 1957, avec l'acte fondateur du Marché commun. L'histoire a donné raison à ces pionniers, l'Union devenant un havre de paix doté aujourd'hui d'une monnaie unique capable de rivaliser avec le dollar et de résister aux crises économiques.

Le *Benelux* fut officialisé bien plus tard, par un traité signé le 3 février 1958. L'alliance, qui devait durer 50 ans, a été renouvelée en 2008.

Ce lundi, la Belgique prendra la présidence du *Benelux*. Le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders (MR) donnera le coup d'envoi au Palais des Académies.

Rencontre entre les trois souverains

Soixante ans après la création de l'institution, c'est à la Belgique qu'il revient d'organiser son anniversaire. Il sera marqué par une rencontre entre les souverains des trois pays, les rois Philippe et Willem-Alexander ainsi que le Grand-Duc Henri.

L'histoire aime repasser les plats, cet événement coïncide avec une période de crise identitaire de l'Europe doublée d'un retour du protectionnisme aux Etats-Unis avec son président Donald Trump.

La Belgique a l'intention d'utiliser le levier du *Benelux* pour rendre du souffle au projet européen.

L'union des trois pays n'a rien de poussiéreux, et même si elle fait sourire, c'est dans ce cénacle que bien des crises ont été désamorçées. Elle a joué un rôle clé dans l'élaboration de la déclaration de Laeken en 2001, prélude à l'Europe d'aujourd'hui.

Transports intelligents et e-gouvernement

"La numérisation et le développement durable seront les fils rouges de la présidence belge du *Benelux* en 2018", dit Didier Reynders. "L'UE doit faire face à des défis importants à ce niveau. Ils étaient inexistantes il y a 60 ans, quand le

Benelux a été créé, et n'ont fait que s'accroître et devenir plus concrets ces dernières années."

Dans le secteur des transports, les trois États tenteront de se mettre d'accord pour développer des systèmes de transports intelligents (STI) et un corridor *Benelux* pour ces transports.

Ils se pencheront aussi sur l'automatisation des voies de navigation intérieure de l'espace *Benelux*. Un projet expérimental prévoit de favoriser la navigation de véhicules plus longs et capables de transporter des charges plus lourdes.

Sur le plan énergétique, ils travailleront sur des initiatives visant à favoriser la transition énergétique. La Belgique, sur ce point, accuse un léger retard.

Une table ronde traitera du plan européen pour l'activation de l'e-gouvernement. "L'idée est de donner un rôle moteur au *Benelux* pour faire avancer ce dossier dans toute l'UE", dit une diplomate.

D'autres thèmes plus classiques seront abordés, comme l'accroissement de la coopération policière. La Belgique souhaite finaliser la révision de cette coopération pour permettre un meilleur partage de l'information entre les services de police. La lutte contre la cybercriminalité, où il est urgent de renforcer la coopération, est à l'ordre du jour.

Le *Benelux* s'attaquera aussi aux différences de prix et de qualité entre les produits vendus dans les trois États pour mieux les harmoniser.

VINCENT GEORIS ■

Russen in vizier Belgische F-16's



Algemeen Dagblad/Amersfoortse Courant,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 2

Twee Belgische F-16's hebben gisteren twee Russische bommenwerpers onderschept. De Russische Toepolevs vlogen in de buurt van de Waddeneilanden. De zuiderburen bewaken momenteel het **luchtruim** van de *Benelux*-landen.

nSÉCURITÉ Protéger davantage le Luxembourg en cas de ...



Le Quotidien,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 3

nSÉCURITÉ Protéger davantage le Luxembourg en cas de menace d'un avion non militaire (avion fou ou piraté qui entrerait dans l'espace aérien grand-ducal), c'est l'objectif d'un accord que le Grand-Duché et ses partenaires Benelux ont signé avec la France et que le projet de loi 7178 vise à ratifier. Les ...

nSÉCURITÉ

Protéger davantage le Luxembourg en cas de menace d'un avion non militaire (avion fou ou piraté qui entrerait dans l'espace aérien grand-ducal), c'est l'objectif d'un accord que le Grand-Duché et ses partenaires *Benelux* ont signé avec la France et que le projet de loi 7178 vise à ratifier. Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense ont examiné hier ce texte. La coopération entre les quatre pays prévoit que la défense aérienne d'un pays peut entrer dans l'espace aérien d'un autre en cas de menace réelle, à la suite de l'accord de l'autorité nationale compétente.

L'objectif est alors d'escorter l'avion menaçant ou de lancer un tir d'alerte. Il est interdit d'abattre un avion civil dans l'espace aérien luxembourgeois selon le texte. L'accord concerne aussi les drones. La coopération est réservée aux menaces non militaires. Pour ce qui est d'un scénario militaire, le Luxembourg est protégé dans le cadre de l'OTAN. Dans une prochaine étape, la coopération devrait aboutir à un accord entre les pays *Benelux* et l'Allemagne.

Kat-en-muisspel op hoog niveau



Het Belang van Limburg*,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 6

FLORENNES Om 11.51 uur Belgische tijd hebben F-16's maandag twee Russische Tupolev-bommenwerpers onderschept. Die waren aan het flirten met de grens van het Nederlandse luchtruim, en dus ook met dat van de NAVO. Het is de eerste keer in de geschiedenis dat Belgische F-16's in het Benelux-luchtruim Russische militaire vliegtuigen onderscheppen. "Waarom de Russen dat doen? Om ons te testen. Om te zien of we paraat zijn", zegt generaal-majoor vlieger Frederik Vansina. "En we zijn paraat."

Vreemd dat Belgische F-16's Russen onderscheppen om het Nederlandse luchtruim te beveiligen? Niet echt. Na een eerder protocolakkoord tussen België, Nederland en Luxemburg bewaken Belgische en Nederlandse F-16's sinds januari 2017 afwisselend het luchtruim van de *Benelux*. Nog maar sinds vorige week zijn de Belgen weer aan zet. Voor de zogeheten QRA-opdracht (Quick Reaction Alert) om het **Benelux-luchtruim** te beschermen, staan op dit moment permanent twee F-16's vertrekkenklaar op de vliegbasis van Florennes. Voor de Belgische QRA wisselen Florennes en Kleine-Brogel elkaar af. Zo onderschepten Belgische F-16's vorig jaar nog een Hongaars vrachtvliegtuig dat verzuimd had zich kenbaar te maken bij het binnenvliegen van het Nederlandse luchtruim. Toen had de bemanning technische problemen om radiocontact te leggen.

Eerste keer

De nabijheid van twee zware Russische bommenwerpers was dit keer echter geen toeval of technisch malheur. Dit is van een andere orde. Met name een geopolitiek kat-en-muisspel op letterlijk hoog niveau, 27.000 voet of 9.000 meter om precies te zijn. De Russen willen laten zien waar ze zoal kunnen opduiken en willen tegelijk testen of de NAVO wel alert reageert op hun plaagstoten.

En zo stegen om 11.21 uur dinsdagvoormiddag twee Belgische F-16's op vanuit Florennes. Ze hadden vanuit het luchtoperatie-hoofdkwartier in het Duitse Uedem het bevel gekregen om twee Russische militaire vliegtuigen te onderscheppen boven de Noordzee. Om 11.51 uur voerden de piloten hun visuele identificatie uit, en namen ze onder meer foto's. "Bij ons weten is het de allereerste keer dat Belgische piloten Russen onderscheppen in het luchtruim van de *Benelux*", zegt generaal-majoor vlieger Frederik Vansina, baas van de Belgische luchtmacht. "We hebben voor de NAVO natuurlijk wel al Russen onderschept die het Baltische luchtruim wilden binnendringen, maar in ons eigen luchtruim hebben Belgen dat nog nooit moeten doen. Deze keer kwamen de Russen vanuit het noorden, waar ze tot aan de grens met Nederland begeleid werden door de Deense QRA. Na ons hebben de Britse collega's de Russen verder begeleid. Zo gaat dat in de NAVO."

Grote jongens

Het is niet zo dat de Russen het NAVO-luchtruim echt hebben geschonden, maar ze hebben wel met de grens ervan geflirt. Het nationale luchtruim boven zee loopt parallel met de nationale kustlijn, maar dan 30 zeemijl in zee. Dat is ruim 55 km. "Als ze bij wijze van spreken hun neus hadden gedraaid, zaten ze in het Nederlandse luchtruim", zegt Vansina. "Waarom? Om ons te testen. Om te zien of

we paraat zijn. En we zijn paraat.”

Tupolevs TU-160 zijn geen kleine jongens. Ze zijn groot, snel, kunnen supersonisch vliegen en hebben een vliegbereik van meer dan 12.000 km. “Die Tupolevs staan aan de top van de Russische bommenwerpers, te vergelijken met de Amerikaanse B-1”, zegt Vansina. “Tupolevs kunnen ook nucleaire lading aan. Die zien we dus beter niet te veel.”

Doen Belgische F-16's dat overigens ook? Dicht tegen of zelfs over de grens van het Russische luchtruim vliegen, bijvoorbeeld in Kaliningrad, de Russische enclave tussen Polen en Litouwen? “Neen, boven het Balticum opereren wij in een defensieve modus”, zegt Vansina. “Ik kan moeilijk voor andere naties spreken. Wij doen dat in elk geval niet. Al durf ik niet zeggen dat Amerikaanse spionagevliegtuigen dat niet doen. Dat weet ik niet.”

Top Gun

Op de kaart van de scramble - jargon voor zo'n interceptie - is goed te zien hoe nauwkeurig de Russen meevliegen met de Noordwest-Europese kustlijn, maar dan nog net in het internationale luchtruim, net iets voorbij de 30 zeemijlgrens. “Je ziet bijvoorbeeld heel goed dat hun vlucht ook een oostelijk knikje maakt daar waar Noord-Duitsland tegen de Deense grens ook zo'n knik maakt”, zegt kapitein Kurt Verwilligen van de luchtmacht.

Overigens moet u zich bij zo'n interceptie ook geen Top Gun-strapatsen voorstellen. “We zijn niet in oorlog met Rusland, al is de spanning tussen NAVO en Rusland wel gestegen sinds de annexatie van de Krim. De Belgen zijn verantwoordelijke piloten, de Russen ook. Dan ga je geen confrontatie aan.”

Jan BEX ■

Des F-16 belges interceptent des bombardiers russes



La Libre Belgique *,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 8

Opération spectaculaire que celle menée par deux F-16 belges, lundi matin, au large des Pays-Bas. Les avions de combat ont effectué une mission d'urgence visant à intercepter deux avions militaires russes au-dessus de la mer du Nord. Il s'agissait de bombardiers stratégiques de type Tupolev Tu-160 (des "Blackjack", selon la terminologie de l'Otan), théoriquement dotés de la capacité nucléaire.

La Défense a donné les détails de l'opération, lundi après-midi. On apprend que les deux F-16 ont décollé de la base aérienne de Florennes à 11 h 21 pour une intervention d'urgence dans le cadre du QRA (Quick Reaction Alert – alerte pour une réaction rapide), c'est-à-dire dans le cadre de la protection de l'espace aérien du *Benelux* que les Belges effectuent à tour de rôle avec les Néerlandais. Les F-16 ont reçu du Centre des opérations aériennes (le Caoc) à Uedem, en Allemagne, l'ordre d'intercepter deux avions russes au-dessus de la mer du Nord. La station de contrôle des opérations aériennes de Nieuw-Milligen, aux Pays-Bas, a alors dirigé les appareils belges vers les aéronefs.

A 11 h 51, les pilotes F-16 ont réalisé une identification visuelle. Elle a eu lieu au nord des Pays-Bas, à une altitude de 27 000 pieds (9 000 mètres). La Royal Air Force britannique (RAF) a également fait décoller deux de ses chasseurs Typhoon de la base de Lossiemouth (Ecosse) peu avant 10 h 30 (heure belge) car les Tupolev approchaient de l'espace aérien britannique, selon l'agence Belga.

L'interception s'est déroulée dans la zone de responsabilité néerlandaise de l'espace aérien de l'Otan. Les avions belges ont suivi les Tupolev jusqu'au moment où les avions de la RAF ont repris la mission. Les F-16 sont ensuite retournés à leur base.

En stand-by 24 heures sur 24

La Belgique a repris jeudi dernier la mission de **défense de l'espace aérien au-dessus du *Benelux***. Elle est assurée en alternance avec les Pays-Bas. En Belgique, ce sont les bases de Florennes (Namur) et de Kleine-Brogel (Limbourg) qui assurent cette tâche à tour de rôle jusqu'au mois d'août, avec une première période revenant à la base francophone.

Deux F-16 sont en stand-by 24 heures sur 24, 7 sept jours sur 7. Ils sont prêts à décoller en quelques minutes en cas d'alerte, une procédure appelée "Quick Reaction Alert". Celle-ci est activée, par exemple, en cas d'arrivée d'avions non identifiés ou d'appareils avec lesquels le contact radio a été perdu par les contrôleurs aériens belges (à Glons) ou néerlandais (à Nieuw-Milligen).

L'alternance belgo-néerlandaise a été réglée par un traité conclu par les trois pays du *Benelux* et entré en vigueur début 2017. Elle se déroule en principe tous les quatre mois. Mais les Pays-Bas ont assuré la mission durant huit mois d'affilée lorsque la mission des F-16 belges engagés dans les opérations aériennes contre Daech (ou Etat islamique) en Irak et en Syrie a été prolongée de six mois, de juillet à décembre derniers. Les Belges palliaient justement une défection de la force aérienne néerlandaise.

Regain de tension avec la Russie

Les interceptions de bombardiers russes à long rayon d'action par les aviations de l'Otan se sont intensifiées ces dernières années alors qu'elles étaient devenues rarissimes après la fin de la guerre froide. Les interventions ont généralement lieu au-dessus de la mer Baltique.

Ce regain de tension date de l'annexion de la Crimée par des forces prorusses lors de la crise ukrainienne en 2014. C'est dans ce contexte que la Belgique participe régulièrement à des missions de l'Alliance atlantique visant à préserver l'espace aérien des pays baltes.

A. C. (avec Belga)

Les avions belges ont pu opérer un contact visuel avec les appareils militaires russes, des bombardiers stratégiques de type Tupolev Tu-160 (dits "Blackjack").

A. C. ■

Belgische F-16's rukken uit na Russisch spierballengerol



Het Laatste Nieuws *,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 9

Twee Belgische F-16's zijn gistervoormiddag in allerijl opgestegen vanop de luchtmachtbasis in Florennes om twee Russische bommenwerpers te onderscheppen. De Tupolevs dreigden het Nederlandse luchtruim binnen te dringen.

"Vanuit de NAVO is om 11.21 uur op de alarmknop gedrukt toen de twee Tupolevs op de radar verschenen", zeggen legerbronnen. "Onze luchtmacht wisselt de beveiliging van het Benelux-luchtruim af met Nederland. Momenteel waren wij 'van dienst'." Omstreeks 11.51 uur, een halfuur na de eerste melding, konden de Belgische F-16's de pijlsnelle Tupolevs - 's werelds grootste bommenwerpers - bijhalen en identificeren op een hoogte van zo'n 9.000 meter. Ze moesten daarvoor door de geluidsmuur knallen.

"Uiteindelijk betraden de Russen het Nederlandse luchtruim niet. De Belgische straaljagers hebben hen gevolgd tot twee Britse Typhoons de opvolging van de Tupolevs overnamen." De F-16's keerden, na een tankbeurt op Nederlandse bodem, terug naar Florennes. De Belgische luchtmacht zal nu aan de NAVO een rapport overmaken over de tussenkomst. "Dit is spierballengerol van de Russen", klinkt het. "Ze willen aan de NAVO-landen duidelijk maken dat ze over de technische knowhow en toestellen beschikken om snel toe te slaan in Europa, mocht dat ooit nodig zijn. Het is wel vrij uitzonderlijk dat ze zich zo ver zuidelijk vertonen. Rond de grenzen van het Noord-Europese luchtruim en de Baltische staten gebeuren dergelijke incidenten veel vaker." (KSN)

Tupolev TU-160 'Blackjack'

Topsnelheid: 2.220 km/u

Lengte: 54,1 meter

Spanwijdte: 55,7 meter

Gewicht: 110 ton (leeg) à 267,6 ton (beladen)

Actieradius: 7.300 kilometer

Bewapening: 6 langeafstands- of 12 korteafstandsraketten, al dan niet nucleair

Crewleden: 4 (piloot, copiloot, bombardier en 'defensive systems officer')

F-16 'Fighting Falcon'

Topsnelheid: 1.050 km/u

Lengte: 15 meter

Spanwijdte: 9,5 meter

Gewicht: 11 ton (leeg) à 16 ton (beladen)

Actieradius: 2.700 kilometer

Bewapening: boordkanon en korte- tot middellangeafstands-raketten

Crewleden: 1 of 2

Belgische F-16's onderscheppen Russen



de Volkskrant,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 12

Bommenwerpers boven Noordzee

Twee Belgische F-16's hebben maandagochtend twee Russische bommenwerpers onderschept boven de Noordzee. De Russen waren eropuit hun West-Europese rivalen af te schrikken, te provoceren of te testen, denkt minister Ank Bijleveld van Defensie. Zij maakt zich geen zorgen over het voorval, 'want we hadden het goed in de gaten'. 'Het systeem heeft daarmee goed gewerkt.' Wel bevestigt het incident volgens de minister nog eens 'dat de dreiging op zijn minst een beetje toeneemt vanuit de oostkant. Ik neem aan dat het een beetje een vorm van afschrikking of uitlokking is, of af en toe eens kijken. Dat is niet de bedoeling en daarom houden we ze in de gaten.' De Russische Toepolevs vlogen in de buurt van de Waddeneilanden. De Belgische F-16's gingen door de geluidsbarrière, waardoor in het noordoosten van Nederland een knal was te horen. De zuiderburen bewaken momenteel het **luchtruim** van de *Benelux*-landen. De F-16's hebben de Russen begeleid richting Groot-Brittannië.

ANP ■

Belgische F-16's onderscheppen Russische bommenwerpers



Metro NL,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 2

GLAAIEN Twee Belgische F-16's hebben twee Russische bommenwerpers onderschept die boven de Noordzee vlogen, ten noorden van Nederland. De Belgische piloten voerden een visuele identificatie van de Russische toestellen uit.

De spoedinterventie kadert in de bewakingsopdracht van het *Benelux*-luchtruim die België momenteel op zich neemt, zo is bij Defensie vernomen.

GELUIDSMUUR

De twee gevechtsvliegtuigen stegen rond 11u21 op vanop de basis van Florennes voor de spoedinterventie. De F-16's gingen boven het noordoosten van Nederland door de geluidsmuur, aldus de Nederlandse luchtmacht en later ook de Belgische luchtcomponent op Twitter.

Rond 11u51 voerden de piloten een visuele identificatie van de Russische toestellen uit, op een hoogte van 9.000 meter boven de Noordzee ten noorden van Nederland. Dat gebeurde in de Nederlandse verantwoordelijkheidszone van het NAVO-luchtruim. Het ging om twee 'Black Jack' TU160 Tupolev-bommenwerpers. De F-16's volgden de Russische toestellen, tot vliegtuigen van de Britse luchtmacht de opdracht overnamen.

SNELLE REACTIE

Een van de taken van de Belgische Luchtcomponent en de Koninklijke Luchtmacht (van Nederland) is passend reageren op schendingen van het *Benelux-luchtruim*, aldus Defensie. De gevechtsleiding houdt daarvoor het luchtruim continu in de gaten. Dat gebeurt op het Control & Reporting Center in Glaaien (Glons) voor het Belgisch-Luxemburgse luchtruim en op het Air Operations Control Station in Nieuw-Milligen voor de Nederlandse sector. De Belgische luchtmacht neemt de opdracht sinds vorige week op zich, tot en met augustus.

Permanent staan twee F-16's paraat. Die moeten in enkele minuten kunnen opstijgen zodra de gevechtsleiding een vliegtuig heeft opgemerkt dat zonder radiocontact het luchtruim boven de *Benelux* binnenvliegt. De jachtvliegtuigen van de zogeheten Quick Reaction Alert (QRA) moeten dan het ongeïdentificeerd vliegtuig onderscheppen. Voor België voeren F-16's van de basissen Kleine Brogel en Florennes de taak beurtelings uit.

'De Russen testen onze weerbaarheid'



De Standaard*,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 4

De Russische bommenwerpers die onze F-16's onderschepten, zullen niet de laatste zijn, weet Defensie. De Russische beer test de Navo. Hij toont dat hij kan klauwen. En vliegen.

Van onze redacteur Peter De Lobel

Brussel Belgische F-16's stegen gisteren om 11.21 uur op vanop de luchtmachtbasis in Florennes omdat twee Russische 'Black Jack' TU-160 Tupolevs boven de Noordzee vlogen, vlak langs het Nederlandse luchtruim. Een halfuur later werden die onderschept. De Belgen volgden de toestellen, tot de Britse luchtmacht overnam. 'De Russen zijn assertief en laten ons geregeld weten dat ze er nog zijn. Dit is nu eenmaal wat zij doen', zegt generaal-majoor Fred Vansina, de baas van de Belgische luchtcomponent.

Vansina waarschuwde enkele weken geleden nog dat de Belgische F-16's boven Syrië en Irak daar alleen konden vliegen omdat Rusland, dat ter plekke een uitgebreid netwerk van grond-luchtraketten heeft, dat toeliet (DS 27 december). 'Boven de Baltische staten heb je ook zo'n Russisch netwerk, dat zelfs het oosten van Polen omvat. Ook daar kunnen wij maar opereren omdat de Russen het toestaan. Als zij niet willen dat wij daar vliegen, dan vliegen wij daar niet meer', klonk het toen. 'Binnen de vijf minuten is dat geregeld.'

Het is eerder uitzonderlijk dat Russische toestellen zo ver komen als gisteren, maar in de buurt van Noorwegen of het noorden van Engeland duiken ze vaker op. De Britten rukten in september, mei en februari vorig jaar nog uit voor Russische toestellen die hun luchtruim naderden.

Flirten met de grenzen

Voor alle duidelijkheid, de Russen vlogen gisteren boven internationale wateren, wat mag. De territoriale wateren en het bijbehorende nationale luchtruim lopen tot 12 zeemijl van de kust. Ze vlogen wel vlak bij die grens. Volgens Nederlandse media stond de radioapparatuur van de Russische bommenwerpers niet correct ingesteld, waardoor ze een verkeerd signaal uitzonden. Omdat de militaire luchtverkeersleiding de toestellen daardoor niet goed kon volgen en identificeren, werden de Belgen ingeschakeld.

'Ze testen onze paraatheid', reageert minister van Defensie Steven Vandeput (N-VA). 'Onlangs is aangekondigd dat onze F-16's uit Jordanië terug zijn en dat ze het **Benelux-luchtruim** zouden bewaken. Ik denk niet dat we dat hier los van moeten zien. Rusland komt onze weerbaarheid en onze reactiesnelheid testen.'

Paniek is volgens Vandeput nergens voor nodig. 'Ons leger moet kunnen reageren op een bedreiging en toont dat het dat perfect kan. Uit het rapport dat ik gezien heb, bleek dat het contact met de Russische vliegtuigen beleefd was. Maar dat betekent niet dat je dit kunt weglachen. Ze tonen ons dat ze capabel zijn om onze handelsroutes te controleren.'

Kernkoppen

Het is onduidelijk of de Tupolevs daadwerkelijk bommen aan boord hadden. Bij dit

soort bommenwerpers zitten de raketten binnenin en de luiken van dat ruim waren dicht. 'Maar soms zetten ze die wel open', zegt Vansina. 'Er zijn gedocumenteerde gevallen van incidenten voor de kust van Portugal, en bij Finland en Zweden, waar ze wel met open luiken vlogen. Daarbij waren kruisraketten zichtbaar van het type dat kernkoppen kan bevatten.' Hij hoeft zich net als Vandeput voor bangmakerij, 'maar we moeten ons ervan bewust zijn dat dit niet zo ver van ons bed is. We hebben een sterke luchtverdediging. En die is ook nodig.'

Door de lange missie boven Irak en Syrië, in de strijd tegen IS, kwam de training van de Belgische piloten de voorbije jaren echter onder druk. Doordat Nederland plots verstek liet gaan, moesten de Belgische F-16's veel langer blijven. Ze bombardeerden doelwitten en voerden veel verkenningsvluchten uit, maar IS heeft geen luchtmacht waarmee ze geconfronteerd konden worden. Dat zijn dus dingen waarop opnieuw getraind moet worden. De Nederlanders stelden trouwens vorig jaar al vast dat ze in luchtgevechten geen maat meer zouden zijn voor Russische piloten.

Eind deze maand gaat premier Charles Michel (MR) naar Rusland voor een ontmoeting met president Vladimir Poetin en premier Dimitri Medvedev. Door de Europese sancties na onder meer de Russische annexatie van de Krim, zitten de relaties op een dieptepunt. Michel wil de banden opnieuw aanhalen. 'Maar er zal ook vrank en vrij gesproken worden over veiligheid en de dreiging in de Baltische staten. Ook dit incident zal aan bod komen', verzekert Michels woordvoerder.

Peter De Lobel ■

Russen onderschept boven Noordzee



Trouw,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 9

Belgische F-16's hebben gisteren twee Russische bommenwerpers onderschept boven de Noordzee. De Russen waren erop uit hun West-Europese rivalen af te schrikken, te provoceren of te testen, denkt minister Bijleveld van defensie. Ze maakt zich geen zorgen over het voorval, 'want we hadden het goed in de gaten'. De Russische Toepolevs vlogen in de buurt van de Waddeneilanden en maakten geen radiocontact. De twee F-16's, die nu het **luchtruim van de Benelux-landen** bewaken, gingen door de geluidsbarrière, waardoor in het noordoosten van Nederland een knal was te horen. De Russen zijn begeleid in de richting van Engeland. Het voorval bevestigt volgens de minister nog eens 'dat de dreiging op zijn minst een beetje toeneemt vanuit de oostkant'.

ANP ■

Den luxemburgischen Luftraum schützen



Letzebuenger Journal,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 10

Luxemburg Die Mitglieder der außenpolitischen Kommission der Abgeordnetenkammer befassten sich gestern mit dem Schutz des luxemburgischen Luftraums, dies nachdem die *Benelux*-Staaten ein entsprechendes Abkommen mit Frankreich unterzeichnet hatten, das nun noch - voraussichtlich im Februar - ratifiziert werden muss. Es handelt sich hierbei um ein Abkommen, das nach dem Modell des „Renegade“-Abkommens zwischen den *Benelux*-Staaten aufgebaut ist, mit dem auf terroristische Bedrohungen aus der Luft reagiert werden soll. Der Abschuss eines zivilen Flugzeugs im luxemburgischen Luftraum ist indes verboten. Die Zusammenarbeit beschränkt sich jedoch auf nicht-militärische Bedrohungen, ist im Militärfall doch die Nato zuständig. Ein ähnliches Abkommen zur Zusammenarbeit bei Bedrohungen im Luftraum soll demnächst auch zwischen den *Benelux*-Staaten und Deutschland unterzeichnet werden. LJ

Russen in vizier Belgische F-16's



De Twentsche Courant*,
Di. 16 Jan. 2018, Pagina 26

Twee Belgische F-16's hebben gisteren twee Russische bommenwerpers onderschept. De Russische Toepolevs vlogen in de buurt van de Waddeneilanden. De zuiderburen bewaken momenteel het **luchtruim** van de *Benelux*-landen.

Défense Belgique L'aviation belge reprend la défense de ...



La Dernière Heure *,
Vr. 12 Jan. 2018, Pagina 4

Défense Belgique L'aviation belge reprend la défense de l'espace aérien Benelux Des chasseurs F-16 belges ont repris jeudi la mission de défense de l'espace aérien au-dessus du Benelux qu'ils remplissent en alternance avec des appareils néerlandais, a annoncé le ministère de la Défense. Les bases de Florennes et de Kleine-Brogel ...

Défense Belgique

L'aviation belge reprend la **défense de l'espace aérien** Benelux

Des chasseurs F-16 belges ont repris jeudi la mission de défense de l'espace aérien au-dessus du *Benelux* qu'ils remplissent en alternance avec des appareils néerlandais, a annoncé le ministère de la Défense. Les bases de Florennes et de Kleine-Brogel (Limbourg) assureront cette tâche à tour de rôle jusqu'au mois d'août, avec une première période revenant à la base francophone. Une des tâches de la Composante Air belge et de la Koninklijke Luchtmacht (KLu) néerlandaise est de réagir de manière appropriée aux violations de l'espace aérien du *Benelux*.

A Luxembourg, un centre de coopération policière et douanière commun

Le Soir/Wallonie,
Wo. 10 Jan. 2018, Pagina 29

A Luxembourg, un centre de coopération policière et douanière commun
Dans une zone frontalière comme le sud-Luxembourg, se limiter à des accords France-Belgique n'aurait pas de sens. « C'est pourquoi des collaborations existent dans le cadre des accords Benelux avec le Luxembourg, explique Olivier Schmitz. Et puis, un Centre de ...

A Luxembourg,

un centre de coopération policière et douanière commun

Dans une zone frontalière comme le sud-Luxembourg, se limiter à des accords France-Belgique n'aurait pas de sens. « C'est pourquoi des collaborations existent dans le cadre des accords Benelux avec le Luxembourg, explique Olivier Schmitz. Et puis, un Centre de coopération policière et douanière (CCPD) est fonctionnel pour les trois pays, dans un même bâtiment à Luxembourg-ville. C'est un outil très utile au quotidien, mais pour lequel un agrandissement des heures de service doit se faire, pour mieux correspondre encore aux besoins du terrain. La criminalité n'a en effet pas d'heure ! Et puis, on peut y ajouter l'existence de patrouilles mixtes, fonctionnelles de temps à autre. »

Die drei von der Zollunion



Luxemburger Wort,
Za. 06 Jan. 2018, Pagina 2

Der *Benelux* gilt als Sammelbegriff für die Staaten Belgien, Niederlande und Luxemburg. Die Tatsache, dass es sich hier um einen institutionalisierten Staatenbund handelt, wird allerdings oft verkannt.

VON POL SCHOCK UND

DIEGO VELAZQUEZ ; Die Rue de la Régence in Brüssel gehört zu den imposantesten Straßen der belgischen Hauptstadt. Sie führt vom Palais de la justice, das größer als der Petersdom in Rom ist, über die Synagoge, das Konservatorium, das königliche Kunstmuseum bis hin zur neoklassischen Place Royale. Ein Gebäude wirkt jedoch fremd. Sperrig, verschmutzt und aus der Mode trübt es das königliche Stadtbild: der Sitz der *Benelux*-Union. Der ästhetische Argwohn fließt dennoch schnell in eine Verwunderung darüber, was wohl in diesem Gebäude vorgeht?

Denn während der *Benelux* als Sammelbegriff für die drei Staaten Belgien (BE), Niederlande (NE) und Luxemburg (LUX) bekannt ist, wird die Tatsache, dass es sich hier um einen regelrechten Staatenbund mit gemeinsamen Institutionen handelt, allerdings verkannt. Dabei arbeiten die drei Staaten bereits seit 1943 miteinander. 1948 wird eine Zollunion durchgesetzt und 1958 dann ein Vertrag für eine ge-

meinsame Wirtschaftsunion unterzeichnet. Demnach wundert es auch nicht, dass die *Benelux*-Zusammenarbeit gerne und oft als Labor für Europa gefeiert wird.

Doch warum gerade diese drei, auf den ersten Blick doch recht unterschiedliche Staaten?

Benelux avant la lettre

Der Raum, der die heutigen *Benelux*-Staaten umfasst, war dabei schon vor der eigentlichen Gründung der Union miteinander verflochten. Manche Historiker wollen eine Verbindung bis zu den 17 Provinzen der niederländischen Habsburger im Spätmittelalter ziehen. Die Mehrheit lässt die Geschichte des *Benelux* am Anfang des 19. Jahrhunderts beginnen. Der Wiener Kongress vereinigte den heutigen *Benelux*-Raum unter der Herrschaft des niederländischen Königs: Belgien gab es de jure als Staat noch nicht, und das Großherzogtum wurde de facto als 17. Provinz regiert. In Luxemburg bestimmten niederländische Beamte das Geschehen. Allerdings war das Gebiet wirtschaftlich alles andere als gut vernetzt. In Norden prosperierte der Handel, der Süden, der vor allem das Großherzogtum umfasste, war hingegen agrarisch geprägt und galt als bitterarm. Der niederländische König-Großherzog Wilhelm I. versuchte, sein Reich deshalb in den 1820er-Jahren mit einem wahnwitzigen Projekt wirtschaftlich besser zu verflechten. Die Idee: ein Kanal.

1827 erhielt die „Société d'exploration du Luxembourg“ tatsächlich den Auftrag, einen Ardennenkanal zwischen Wasserbillig und Lüttich zu bauen. 218 Schleusen auf über 261 Kilometern Wasserwegen waren vorgesehen, um die 500 Höhenmeter des Mittelgebirges zu überwinden. Doch aus dem Projekt wurde nichts. 1830 spaltete sich Belgien und Luxemburg von den Niederlanden ab, die „Société d'exploration du Luxembourg“ ging bankrott. Der Bau des Kanals kam

zum Erliegen.

Nach der Trennung von Belgien und der Teilung von 1839 suchte das Restgroßherzogtum neue wirtschaftliche Verbindungen: Der Blick ging gen Osten, 1842 trat es dem Deutschen Zollverein bei. Wenn dieses Jahr auch einen Bruch in den Beziehungen des *Benelux* avant la lettre markiert, konnte sich der Raum über das 19. Jahrhundert dennoch stärker durch die Industrialisierung verflechten. Doch auch politisch gab es Initiativen, den Raum zu einigen. Während der Luxemburgkrise von 1867 gab es aktive Bestrebungen des belgischen Königs, Luxemburg zu annektieren. Und dynastisch war Luxemburg bis 1890 mit den Niederlanden verbunden.

Das Großherzogtum richtete den Blick erst nach dem Ersten Weltkrieg wieder stärker Richtung Westen. Nach Beendigung des Zollvereins sprach sich eine Mehrheit im Referendum von 1919 für eine Zollunion mit Frankreich aus – doch die Regierung Frankreichs gab zu verstehen, dass man nicht daran interessiert sei. Also ging die Luxemburger Regierung Gespräche mit Belgien ein. Die Verhandlungen waren erfolgreich – 1921 wurde die UEBL (Union économique belgo-luxembourgeoise) gegründet und trat ein Jahr später mitsamt Währungsunion in Kraft. Die Entstehung des *Benelux*, wie wir es heute kennen, geht auf den Zweiten Weltkrieg zurück: Im September 1944 unterzeichneten die Exilregierungen der Niederlande, Belgiens und Luxemburgs in London den Vertrag zur Einführung einer Zollunion – die Gründung des *Benelux* war besiegelt. Die Weichen für die Befreiung vom Nationalsozialismus waren bereits gestellt, und man beabsichtigte, beim Wiederaufbau nach dem Krieg auf eine Wirtschaftsunion mit freiem Personen-, Güter- und Dienstleistungsverkehr hinzuwirken. 1948 trat ein Freihandelsabkommen mit einem gemeinsamen Außenzoll in Kraft, es mündete 1958 in der *Benelux*-Wirtschaftsunion.

Neue liberale Blütezeit?

Der *Benelux* erlebt heute eine neue Blütezeit. Zumindest ist das die Botschaft, die die drei Premiers dieser Länder vermitteln möchten. Xavier Bettel, Mark Rutte und Charles Michel treffen sich oft und gerne. Dass die *Benelux*-Staaten momentan von liberalen Premiers geführt werden, die zudem auch der gleichen Generation angehören, zwingt diese demonstrative Einheit zusätzlich auf. „Der *Benelux* zieht die EU nach vorne“ und „wurde in den letzten Jahren stark relanciert“, sagt beispielsweise Belgiens Premier Michel. Neben regelmäßigen Dreiertreffen und einigen Auslandsreisen tagen die Premiers auch vor jedem EU-Gipfel, um gemeinsame Positionen auszuloten. Allerdings sind nicht alle vom Bild der drei liberalen *Benelux*-Premiers als Motor der EU überzeugt.

„Trotz der gemeinsamen politischen Ausrichtung der drei Premiers sieht man, dass von Süden nach Norden ein Farbverlauf in Richtung Euroskeptizismus besteht“, sagt beispielsweise Philippe Lamberts, Belgier und Chef der

EU-Grünen im Europaparlament. Während Luxemburg und der französischsprachige Teil Belgiens sehr EU-freundlich sind, regieren in Flandern Nationalisten, die die EU-Integration skeptisch beäugen. In den Niederlanden ist man mittlerweile regelrecht EU-feindlich. Der resolute EU-Gegner und Rechtspopulist Geert Wilders konnte die Wahlen 2017 zwar nicht gewinnen, doch schaffte er es, der gesamten Politlandschaft seinen Stempel aufzudrücken. Das hat auch einen Einfluss auf die Regierung in Den Haag. Rutte schwärmt gerne von einer schlanken EU, die nur dort eingreift, wo es wirklich notwendig ist. Während Luxemburgs Außenminister Jean Asselborn den österreichischen Neokanzler Sebastian Kurz, der in einer Allianz mit Rechtspopulisten regiert, mit Trump vergleicht, zeigt sich Rutte demonstrativ an der Seite des Österreichers. Man sei, was Europa angeht, auf der gleichen Linie und wolle eine harte Linie in Sachen Migration und Währungsunion.

Die Niederlande ist tatsächlich einer der größten Gegner einer integrierteren Währungsunion mit mehr Solidarität zwischen den Ländern der Eurozone. In Luxemburg und Belgien schweigt man indes weitgehend zu diesem Thema. „Der *Benelux* sagt einfach nichts zum Thema Reform des Euroraums. Hier existiert die Vorreiter- oder Vermittlerrolle einfach nicht“, meint Lamberts. „Es würde ja Sinn machen, sich zusammenzutun, aber die drei sind sich in Grundsatzfragen einfach nicht einig.“

Neben diesem Mangel an gemeinsamer Vision bei den wesentlichen EU-Zukunftsfragen bröckelt auch der Zusammenhalt, sobald es um die eigenen Interessen geht. Als Luxemburgs Finanzminister Pierre Gramegna versuchte, Chef der Eurogruppe zu werden, verwehrt ausgerechnet der *Benelux*-Partner Niederlande ihm die Unterstützung. Den Haag wollte sich seine Chancen auf den Chefposten im Euro Working Group nicht verbauen. Zwei *Benelux*-Politiker auf wichtige Europosten wären einer zu viel gewesen. Gramegna verlor das Rennen knapp.

Pragmatische Zusammenarbeit

Während die drei Länder sich auf höchster politischer Ebene in Paradoxien verfangen, geht in der Rue de la Régence die Arbeit jedoch weiter. Dort wird munter an dem Alltäglichen weitergefieilt. Das unterscheidet die Pragmatiker der *Benelux*-Union womöglich von anderen europäischen Untergruppen. Während die Visegradgruppe, ein Zusammenschluss der vier mittel- und osteuropäischen Staaten Polen, Tschechien, Slowakei und Ungarn, einen neuen Aufwind wegen gemeinsamer Stellungen in europäischen Grundsatzfragen erlebte (wie etwa die Ablehnung einer Flüchtlingsquote), ist es beim *Benelux* umgekehrt.

Es gilt, Probleme, auf die Bürger und Betriebe der drei Länder stoßen, in Angriff zu nehmen. „Dies beinhaltet eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit, die auf die konkretesten Anliegen der Bürger ausgerichtet ist“, sagt Thomas Antoine, Generalsekretär der *Benelux*-Union. Als Beispiele nennt er Initiativen, die auf EU-Ebene noch nicht reif sind, aber auf *Benelux*-Ebene bereits umgesetzt werden können, wie „die gegenseitige Anerkennung von Hochschulabschlüssen, Zusammenarbeit bei der Energiewende oder gemeinsame Kontrollen von Kraftverkehrsunternehmen.“ „Der *Benelux* ist EU-Initiativen in diesen Bereichen immer einen Schritt voraus, was seine Rolle als Labor und Pionier der EU verstärkt“, sagt Antoine weiter. Das hat wohl auch damit zu tun, dass man zu dritt schneller vorankommen kann als zu 28. So macht es auch Sinn, nicht auf die gesamte EU zu warten, um Abschlüsse gegenseitig anzuerkennen.

Diese Ausrichtung erklärt auch, warum die *Benelux*-Union nicht nach dem Aufbau eines EU-Binnenmarkts obsolet geworden ist. Die grenzüberschreitenden Ströme sind in der Region intensiv, und es stellen sich im Falle der *Benelux*-Zusammenarbeit schlicht andere Fragen als beim Aufbau gemeinsamer Standards für den Handel zwischen Ungarn und Luxemburg. Unabhängig von der Stellung gegenüber den philosophischen Fragen über die Zukunft die EU, erscheint die Zusammenarbeit zwischen den drei Staaten noch immer als notwendig und demnach auch unkontrovers. „Diese Aktivitäten, die auf Wohlstand, Sicherheit, sozialen Zusammenhalt und Nachhaltigkeit abzielen, bringen greifbare und nicht umstrittene Vorteile“, meint Thomas Antoine.

Velazquez Diego (dv) ■

"Dat wij onze stempel drukken is niet arrogant, maar logisch"



Gazet van Antwerpen*,
Za. 06 Jan. 2018, Pagina 6

Nee hoor, de verhouding tussen N-VA en premier Charles Michel (MR) is niet zo slecht. En nee, N-VA stelt zich helemaal niet zo arrogant op. "Maar we vertegenwoordigen wel een derde van de stemmen, dan moet je ook ergens voor staan", zegt Peter De Roover, chef van de 31-koppige N-VA-fractie in het federale parlement. Ook de heisa over de dromedarisfoto van Bart De Wever op sociale media vindt hij overtrokken. "Hij had die eerst via WhatsApp rondgestuurd, onder ons." En Theo Francken? "Theo is een emotioneel type, hé." Een interview met een N-VA'er die in voor zijn partij turbulente tijden de onverstoorbaarheid van een oude zenmeester aan de dag legt.

Peter De Roover groeide op in Berchem en woont in Mortsel, "op 200 meter van de grens met Antwerpen". Zijn halve leven was hij actief in de Vlaamse beweging en gaf hij les aan Antwerpse scholen. Tot de politiek hem riep. Voor een neofiet had hij het slechter kunnen doen. Sinds 2014 leidt de voormalige leraar economie de grootste fractie in de Kamer en speelt hij zijn rol in de politieke geschiedenis van het land dat hij zo graag zou splitsen.

U hebt geluk: het parlement heeft deze week nog vakantie.

Peter De Roover: Ja, we zijn een paar dagen op hotel geweest vlak bij Maastricht. Een mooie streek is dat. We zijn gaan wandelen in Voeren, naar Aken geweest, naar Valkenburg. En lekker gegeten in Nederland, echt. De laatste keer dat ik met het **Benelux-parlement** in Den Haag te gast was, kregen we nog altijd kroket en karnemelk, maar toch ook al een glaasje wijn. Ze halen ons in (lacht).

Als u één goed voornemen moet maken, welk zou dat dan zijn?

Het allerbeste is om er geen te maken. Goede voornemens zijn vaak dronkemanseden. Maar ik wil zeker doorgaan met mijn verzet tegen simplismen, het idee dat er makkelijke oplossingen zijn die de eigen groep niks kosten. Ik weet dat het in de politiek niet vanzelfsprekend is in tijden van snelle sociale media, maar veel problemen zijn ingewikkeld. Je moet niet kiezen voor pseudo-oplossingen die alleen maar goed klinken. Ook als dat electoraal niks oplevert wil ik daartegen ingaan. Ik wil grondige analyses blijven maken, langere teksten schrijven, al weet ik dat één foto op Instagram of één quote op Twitter meer kan opleveren. Daar doe ik zelf ook aan mee hoor, daar niet van.

Ik zag op uw website een essay over de Oktoberrevolutie, de geboorte van het communistische regime in Rusland in 1917. Verrassend voor een N-VA'er.

Ik heb daar vorig jaar, op de honderdste verjaardag van die revolutie, veel over gelezen. Ik heb altijd een grote interesse gehad in het communisme. Ik ben zelfs een jaar geabonneerd geweest op Neues Deutschland, het partijblad destijds in Oost-Duitsland. Ik heb alle werken van Lenin gratis gekregen van de Sovjetambassade.

Vanwaar die fascinatie?

Ik weet het niet. Ik heb het altijd intrigerend gevonden waarom iemand communist wordt. Of socialist. Denk aan mensen zoals de voormalige Antwerpse burgemeesters Lode Craeybeckx of Camille Huysmans, van wie ik de biografieën heb gelezen. Wat zijn hun drijfveren? Wat motiveert hen?

Het streven naar een rechtvaardige wereld misschien?

Rechtvaardigheid kun je op verschillende manieren invullen. Dat is te eenvoudig. Vaak begint het vanuit idealisme, ja, maar dat is kenmerkend voor gewelddadige stromingen als communisme, fascisme of jihadisme: het begint met idealisme en dan komen ze op een punt waar ze menen te weten hoe de perfecte wereld in mekaar zit. Vanaf dan wordt hun waarheid een waarheid in hoofdletters en hun tegenstanders worden tegenstanders van de waarheid, die uitgeschakeld of zelfs vernietigd moeten worden. Dan krijg je de Goelag, concentratiekampen, het IS-kalifaat ...

Van de grote geschiedenis naar de Belgische actualiteit: langs alle kanten klinkt het verwijt dat N-VA zich arrogant opstelt.

Arrogant? Het vreemde is dat tegenstanders beweren dat wij het hele politieke bedrijf domineren, maar ook dat N-VA geen verschil maakt en een gewone, traditionele partij is geworden. Dat zijn twee punten van kritiek die mekaar opheffen. Ik denk niet dat wij arrogant zijn. Vergeet niet dat wij in de federale regering onmiddellijk hebben moeten slikken dat er geen ruimte was voor onze eerste doelstelling: een volwaardig Vlaams zelfbestuur. Het wordt makkelijk vergeten, maar wij zijn in de min gestart, met een opoffering, niet van nul. We zijn daar loyaal in geweest, maar deze regering moet dan wel op andere punten het verschil maken met vroeger. Is dat arrogant? Wij vertegenwoordigen ook heel wat kiezers. We vormen de grootste partij, dat we onze stempel drukken is de democratische logica zelve.

N-VA stelt zich provocerend op tegenover premier Michel: Theo Francken viel hem openlijk af, jullie blokkeren het Energiepact ...

Er is een framing ontstaan rond Michel die niet klopt. De premier geeft gestalte aan het regeringsbeleid. Maar in de regering zitten vier partijen met vier verschillende insteken. Die gaan niet fuseren. Zeker in Vlaanderen zijn ze heel concurrentieel op de kiezersmarkt. Voor een deel mikken we op hetzelfde publiek. Dat leidt tot scherpe concurrentie. Het is een zero-sum game: een stem voor ons gaat niet naar CD&V of Open Vld en omgekeerd.

Politiek is perceptie. De indruk ontstaat dat Michel geen geloofwaardigheid meer heeft als regeringsleider.

Ik heb vooral de indruk dat hij op zijn manier deze regering wel degelijk leidt. Alleen lijkt hij soms wat veel tijd nodig te hebben. Dan denk je: kan het niet wat sneller? Maar op het einde van het verhaal komt hij vanuit die verschillende stromen toch tot één bedding, tot akkoorden. De kritiek op hem vanuit Franstalige hoek is vaak voorspelbaar.

En Franckens opmerkingen over Michel in de Soedanese kwestie?

De discussie toen ging over de toon, niet over de inhoud. Theo is een zeer gedreven, emotioneel politicus. Hij laat zijn gevoelens de vrije loop, hij vindt dat hij dikwijls onrechtvaardig wordt bejegend. Ik denk dat ik meer het onderkoelde type ben. Maar wat de inhoud van het beleid betreft: ik denk dat we ons allemaal kunnen vinden in de tekst die Michel op Facebook plaatste (waarin hij opriep tot meer nuance, red.).

Het Energiepact over de uitstap uit kernenergie in 2025 is mede beklonken door

minister Marie-Christine Marghem, partijgenote van Michel bij MR, en stond in het regeerakkoord.

Ik denk dat wij ons zeer loyaal opstellen in de regering en tegenover Michel, maar je moet ook niet verwachten dat wij onze eigen insteek laten vallen. En in het regeerakkoord is wel degelijk sprake van een kernuitstap onder enkele voorwaarden, zoals leveringszekerheid en een doordacht prijzenbeleid. Ik denk dat Jan Jambon (vicepremier N-VA, red.) de trouwste bondgenoot is van Michel binnen de regering. Meer dan Kris Peeters (vicepremier CD&V, red.) of Alexander De Croo (vicepremier Open Vld, red.), die overigens onder mekaar moeite hebben om door één deur te geraken. Maar daarom moet je nog niet verwachten van ons dat wij de energiefactuur willen verhogen. Iedereen moet goed beseffen wat de prijs kan zijn voor een ondoordachte kernuitstap.

Er zijn al vaker twijfels geweest over de slagkracht van deze regering. Maar nu, in het huidige klimaat en met twee verkiezingen op komst, geeft niemand er nog een cent voor.

Het zal op het scherp van de snee gaan met de lokale verkiezingen, dat is duidelijk. We moeten zien dat we ons in de Wetstraat niet te veel inlaten met de politieke beslommingen van de Dorpsstraat. Nu, er is al eerder voorspeld dat deze regering niets meer klaar zou krijgen, maar we hebben dan toch maar een ambitieus Zomerakkoord bereikt. Al duurt het wat lang en zijn er wat te veel losse eindjes in de Michel-aanpak. In het parlement werken de fracties gelukkig goed samen. Terwijl de tegenstellingen tussen Peeters en De Croo groot zijn. Menselijke relaties kunnen belangrijk zijn in de politiek, ook al is er altijd strijd.

In het parlement schieten jullie wel op.

Ja. We kunnen in vertrouwen tot afspraken komen. Zo heb ik met de collega-fractieleiders Servais Verherstraeten (CD&V, red.) en Patrick Dewael (Open Vld, red.) kunnen bekomen dat de hervorming van de vennootschapsbelasting nog vóór 1 januari werd goedgekeurd. Voor de andere luiken van het Zomerakkoord was die datum alleen maar symbolisch, voor de vennootschapsbelasting niet. Zij vertrouwen erop dat we nu ook werk maken van de effectentaks en het belastingvrij bijklussen. Dat was een politiek huzarenstuk waar ik trots op ben. Johan (Van Overtveldt, minister van Financiën, N-VA, red.) heeft er mij uit erkentelijkheid enkele flessen wijn voor gegeven (lacht).

Wat moet er dit jaar prioritair gebeuren?

In de komende weken de rest van het Zomerakkoord en daarna - afhankelijk van de economische cijfers, die wel goed zitten - dichterbij het beoogde doel van een budget in evenwicht komen. We zijn al van een begrotingstekort van 3% gezakt naar 1%. En dat zonder belastingverhogingen. Nu willen we nog een stapje dichterbij de nul toe. Dat zou, zoals De Wever het zegt, de kers op de taart zijn.

En de pensioenen?

Ik hoop dat minister Daniel Bacquelaine (MR, red.) de moed vindt om de hervorming af te ronden. Die is tot nu toe broksgewijs aangeboden. Dat zou eigenlijk sneller en rechtlijniger moeten, maar pensioenen liggen nu eenmaal heel gevoelig. Je moet daar omzichtig mee omspringen. Dat vertaalt zich in een hobbelig parcours. Je leeft niet in een dictatuur, je moet rekening houden met de verworven rechten. We hebben tenminste gebroken met de tradities van vroeger, de politiek van liever geen hervormingen en mensen alsmaar vroeger met pensioen laten gaan. Terwijl een van mijn proffen aan de Antwerpse unief begin jaren tachtig al waarschuwde voor de vergrijzing.

U hebt zelf een gecombineerd pensioen van leraar-ambtenaar en parlementslid.

Dat komt wel goed.

We hebben de pensioenen voor parlementsleden hervormd en ze tot hetzelfde niveau gebracht als voor iedereen, te tellen in 45sten, dus 45 jaar voor een volledig pensioen. Voor niemand is het pensioen zo teruggeschroefd als voor parlementariërs. En terecht. Ik heb zelf twee jaar geleden de kat de bel aangeboden en gezegd dat wij voluit mee moesten gaan in de hervorming. Voor een volledig pensioen had je vroeger als parlements lid maar twintig jaar nodig. Daarna werd dat 36 en nu dus 45. Wie vanaf de volgende verkiezingen 45 volle jaren zetelt - en dat haalt niemand behalve Herman De Croo - krijgt 3.200 euro netto.

Was er veel tegenstand en van wie?

Dat heeft toch heel wat massagewerk gevergd, vooral bij langer zetelende parlementsleden, over alle partijen heen. Bij N-VA viel dat mee. Wij hebben nog een jonge fractie.

Blijft het vermoeden dat jullie vervroegde federale verkiezingen - samenvallend met de lokale verkiezingen in oktober - best wel zien zitten, of er zelfs op aansturen.

Ik denk niet dat dit het project is. Wij gaan ervan uit dat we de rit met de regering-Michel uitdoen. De vruchten van het beleid zullen ook alleen maar duidelijker worden in 2018 en 2019. Kijk maar naar de rapporten over de economie van de Nationale Bank, naar de aanhoudende daling van de werkloosheid. Dat is toch fundamenteeler dan wat geruchten in de Wetstraat.

Bent u niet bang voor het onderzoek naar de mogelijk gefolterde Soedanese vluchtelingen?

Ook als het mogelijk is mensen met een goede omkadering terug te sturen, zal de oppositie blijven zeggen dat het totaal onmenselijk is, dat we bijna zelf mensen op de folterbanken vastbinden. Dat is onzin. Het is duidelijk dat je met bepaalde landen omzichtiger moet omgaan. Maar dat je in welke omstandigheden dan ook geen mensen kunt terugsturen naar Soedan, dat idee is er alleen in de hoofden van oppositieleden.

Het gaat om hachelijke keuzes.

Ik zal niet de enige zijn die in deze altijd met een moreel dilemma zit. Het liefst zou ik heel de wereld hier willen huisvesten, veilig en blijmoedig ieder in zijn huisje met tuintje. Maar dan schiet je wakker in de echte wereld. En dan stel je vast dat het opvangen van asielzoekers in Europa stukken duurder is dan opvang in de eigen regio. En dat wij van mensen bijna het onmogelijke verwachten. Hoe moet je in Europa honderden ongeletterde Afghaanse herders opvangen? Mensen moeten plots, losgerukt uit hun omgeving, een ander beroep en een andere taal leren en aansluiting vinden bij onze tradities. Meer nog: het controleren van de grenzen is een politieke en morele verantwoordelijkheid. We zijn verantwoordelijk voor het in stand houden van onze sociale zekerheid, van een samenhangende, veilige samenleving waarin mensen zich beschermd en gerust voelen.

De wereld is veranderd sinds het aantreden van Donald Trump in de VS. Zijn directe communicatie via sociale media zie je ook bij ons steeds meer, zeker bij N-VA'ers, en tot bij een facebookende premier toe.

Je kunt veel over Trump zeggen, maar niet dat hij niet mee is in de communicatietechnieken. Barack Obama was ook al trendsettend in de directe contacten. Het is iets van deze tijd. Het is niet noodzakelijk een toegeven aan de hang naar simplismen. Dat zie ik nu net bij de oppositie: dat wij zogezegd de

sociale bescherming ontmantelen, terwijl de sociale uitgaven juist stijgen, bijvoorbeeld. In ons socio-economische verhaal en ons verhaal over de pensioenen praten wij mensen niet zomaar naar de mond. In tweets en op Facebook is je boodschap per definitie wel korter.

De foto van een dromedaris die Bart De Wever postte, was het pendant van een opgestoken middenvinger naar alle criticasters.

Ach wat, toch niet als je De Wever kent. Hij had het beeld eerst intern gedeeld in een WhatsApp-groep. Ik heb ooit eens geschreven dat de christendemocraten de brave jongens zijn die vooraan in de klas zitten en de Vlaams-nationalisten degenen die achteraan met propjes gooien. We zijn wat rebelser. Het is ook eigen aan sociale media dat je sneller en soms impulsiever communiceert. Soms denk je daarna dat je dat beter niet had gedaan. Sociale media zijn als een zeer scherp mes. Voor je het weet snij je in je eigen vingers.

De communicatie bij N-VA lijkt meer dan bij andere partijen strak en centralistisch georganiseerd. Alsof communicatiedirecteur Pol Van Den Driessche ergens in een commandoruimte achter een hoop schermen zit en instructies geeft.

(lacht) Dat beeld bestaat, maar wie de partij kent, lacht daar eens mee. Het valt erg mee. We steken veel tijd en energie in onze communicatie, maar een factor die erg wordt onderschat is de improvisatie en de emotie van het moment.

U was lang een boegbeeld van de Vlaamse beweging. Die heeft het nu erg lastig met jullie communautaire opstelling.

Ik denk dat de grote meerderheid van de Vlaamsgezinden achter ons staat en niet in een droomwereld leeft. Het ontbreekt aan werkbare alternatieven bij sommigen in de Vlaamse beweging. We hadden ook in de oppositie kunnen blijven zitten en elke week straffe verklaringen afleggen, maar ik ben blij dat we de laarzen hebben aangetrokken en de modder zijn ingetrokken. Vergeet niet dat we nationaal maar 31 van de 150 zetels hebben.

In Mortsel lijken de kaarten goed te liggen voor N-VA-burgemeester Erik Broeckx, in Antwerpen is de spanning groter.

Ik vind de uitspraak van collega-parlementslid Meyrem Almaci (Groen-voorzitter, red.) dat ze openstaat voor een samenwerking met PVDA in Antwerpen bijzonder alarmerend. Hoe zou je zo'n stad kunnen besturen met een partij die haar wortels heeft in het communisme? Wij hebben altijd gezegd dat het Vlaams Belang volwaardig moet kunnen deelnemen aan het debat, maar dat de afstand tussen onze programma's te groot is om tot akkoorden te komen. Waarom toont Groen niet evenveel politieke hygiëne? PVDA staat voor een beleid van simplismen, met bedrijven en rijken die maar alle problemen moeten oplossen en alle anderen zijn slachtoffers. Met hen ga je de haven, zo'n belangrijke werkgever in Vlaanderen, een strop om de nek leggen. Ik hoop dat Groen, en dus Samen, zich hiermee isoleren tegenover de centrumpartijen.

Du Benelux au « Vlawanelux »



Le Vif/L'Express,
Do. 04 Jan. 2018, Pagina 27

La N-VA aspire à gommer le côté belge du vieux triangle économique-douanier formé avec les Pays-Bas et le Luxembourg. Pour mieux le rhabiller aux couleurs de la Flandre et de la Wallonie.

«Vlawanelux » : répéter dix fois l'acronyme sans reprendre haleine ne sera pas une mince affaire. A la N-VA, on s'applique déjà, pour le jour où adviendra son vœu d'ôter au *Benelux* sa belgitude. Une simple aspiration, un fantasme à ce stade. Mais l'envie est là : enterrer le *Benelux* pour le muer en un « Vlawanelux » trotte dans les têtes nationalistes flamandes. « Vla » pour Vlaanderen, « wa » pour Wallonie, « ne » pour Nederland » et « lux » pour Luxembourg : deux Régions (on oublie Bruxelles dans l'aventure) et deux Etats, le compte de la N-VA est bon. Et le tableau à ses yeux plus fidèle à la réalité institutionnelle, présente et de préférence à venir, de la Belgique.

Le *Benelux*, combien de divisions ? Trois Etats voisins liés entre eux par un premier traité remontant à 1948. Un Parlement de 49 membres envoyés par les différentes assemblées de Belgique (21 députés fédéraux et régionaux), les Etats généraux néerlandais (21 membres) et la Chambre des députés luxembourgeoise (7 membres). Une organisation d'un âge respectable qui a appris à vivoter à l'ombre de l'Union européenne. A tel point qu'à l'heure de souffler les cinquante bougies de cette union douanière devenue économique en 1958, des questions existentielles se sont posées. Le *Benelux*, stop ou encore ? En 2008, décision fut alors prise par les partenaires belges, luxembourgeois et néerlandais de maintenir en vie cet outil de coopération. Par application du principe de précaution, alors que le projet européen est en panne et que le repli sur des alliances de plus petite taille trouve un regain d'intérêt. « Mais l'organisation ne décolle pas vraiment. Son pouvoir sur les plans économique et monétaire reste quasi nul. Ses principaux acquis se situent sur les plans de la coopération policière et militaire », relève Herman Matthijs, spécialiste de finances publiques à la VUB et à l'université de Gand, plutôt sceptique quant aux perspectives d'un réel envol du *Benelux*. Avec ou sans sa variante flamande.

Le partenaire batave peu tenté

Prudence petits pas, mais petits pas quand même. Fin novembre dernier, l'assemblée parlementaire du *Benelux* adoptait à l'unanimité une recommandation en faveur de l'harmonisation du ticketing et de l'information aux usagers des chemins de fer, comme début d'ébauche d'un espace ferroviaire bénéluxien.

Le geste ainsi posé a été salué par les cinq représentants N-VA à l'assemblée parlementaire du *Benelux*. Car tout ce qui est bon pour le *Benelux* doit l'être aussi pour une coopération toujours plus étroite entre la Flandre et les Pays-Bas, si possible sans plus passer par la case belge. « Un «Vlawanelux» permettrait aux entités fédérées de négocier directement avec les Pays-Bas », rêve tout haut l'élue N-VA Marc Hendrickx. Jusqu'à nouvel ordre, cette volonté de montée en puissance des Régions reste hors de portée des radars wallons. Et le voisin batave ne paraît guère émoustillé par la parade amoureuse de la Flandre, ni tenté d'être infidèle à son partenaire belge. Encore moins enclin à cultiver une nostalgie

déplacée : géographiquement parlant, ce *Benelux* rappelle si fort le bon vieux temps du Royaume-Uni des Pays-Bas issu de la défaite de Napoléon à Waterloo en 1815 puis victime de l'émergence de la Belgique en 1830.

Par Pierre Havaux ■

Le Benelux au carrefour des antagonismes de l'Union



L'ECHO,
Wo. 03 Jan. 2018, Pagina 9

Le résumé Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte s'affiche en allié de l'Autriche de Sebastian Kurz au moment où le Luxembourg accuse ce dernier de parler "le langage de Donald Trump" et de ne pas comprendre l'Union. Alors que l'Europe veut dessiner les contours d'une politique migratoire unifiée et d'une ...

Le résumé

Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte s'affiche en allié de l'Autriche de Sebastian Kurz au moment où le Luxembourg accuse ce dernier de parler "le langage de Donald Trump" et de ne pas comprendre l'Union.

Alors que l'Europe veut dessiner les contours d'une politique migratoire unifiée et d'une réforme de l'Union économique et monétaire, le *Benelux* est au coeur des fractures européennes.

Devant les photographes, l'euphorie perpétuelle est de mise: les Premiers ministres du Luxembourg, des Pays-Bas et de Belgique sont inséparables - Mark Rutte, Xavier Bettel et Charles Michel sont voisins, de la même génération, libéraux, que faudrait-il de plus? En pratique pourtant, **le triumvirat du Benelux a parfois du mal à accorder ses violons**. Singulièrement sur les deux gros dossiers que l'Union veut faire murer au cours du semestre qui s'ouvre. Le président du Conseil européen Donald Tusk a promis pour juin de percer l'abcès de la gestion migratoire, et de fixer un calendrier de réforme pour l'Union économique et monétaire.

La "ligne" de Vienne

Le trio désaccordé du *Benelux*, on vient de l'entendre quand le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a entamé 2018 par une visite de courtoisie chez le nouveau chancelier autrichien Sebastian Kurz. Il n'y allait pas seulement pour assister au concert philharmonique du Nouvel an donné à Vienne, mais surtout pour marquer l'unité de vues des deux gouvernements. Sur l'Europe, a-t-il dit, La Haye et Vienne sont "sur la même ligne". En ce compris sur la question migratoire: "Nous voulons tous deux une coopération européenne qui livre des résultats concrets par exemple sur la question de la migration", a indiqué le Néerlandais au Telegraaf.

Certes, la "ligne" est exprimée en termes très génériques, mais quel contraste avec les ruades du Luxembourg. Vendredi dernier, le ministre grand-ducal des Affaires étrangères n'y allait pas par quatre chemins: quand il s'agit de migration, "le chancelier Kurz parle la langue de Donald Trump", a déclaré Jean Asselborn - ajoutant que "toute personne qui parle ainsi ne comprend pas les fondements de l'UE". Le conservateur Sebastian Kurz, qui dirige l'Autriche avec le parti d'extrême droite FPÖ, juge absurde la répartition de réfugiés sur l'ensemble des États de l'Union - mécanisme de solidarité mis en place pour soulager les pays de "première ligne" que sont l'Italie et la Grèce. Il est sur ce point en phase avec les pays d'Europe centrale qui refusent purement et simplement d'appliquer cette

mesure symbolique. Sur cette question, le rapprochement entre Vienne et le gouvernement de Viktor Orban est tel que la gauche ironise en ces termes: "L'Autriche-Hongrie est de retour."

Alors que Vienne s'apprête à prendre la présidence tournante de l'Union européenne (le 1er juillet prochain), la Belgique joue pour sa part la prudence - Charles Michel ne se précipite pas chez le chancelier Kurz pour lui souhaiter ses bons voeux, mais il n'appelle pas non plus les vacanciers à éviter les Alpes autrichiennes. Le *Benelux* adopte donc trois attitudes, alors que la grande explication européenne sur la question migratoire approche à grands pas.

Une ambition pour l'euro

En attendant que l'Allemagne se dote d'un gouvernement de plein exercice, l'Union prépare aussi la réforme de la zone euro. Et là aussi, l'unité de vues du *Benelux* - censée renforcer le poids des trois pays dans le débat européen - reste à démontrer. La Haye est si rétive à l'idée d'un ministre de la zone euro qu'elle a empêché la reconduction du Néerlandais Jeroen Dijsselbloem à la tête de l'Eurogroupe - une décision qui aurait pu servir de brèche. Et lors de l'élection de son successeur, les Néerlandais ont appuyé Mario Centeno, ministre d'un gouvernement socialiste, plutôt que le libéral luxembourgeois Pierre Gramegna...

Au-delà de ces questions de personnes, les dirigeants de l'Union se retrouvent en mars pour tenter de faire avancer le débat sur l'avenir de l'Union économique et monétaire. Donald Tusk veut "des premières décisions" en juin, assorties d'un calendrier à court, moyen et long terme.

Pour Mark Rutte et Sebastian Kurz, ce sera "une union monétaire forte formée d'États membres forts qui mènent une bonne politique économique et qui gardent leur maison financière en ordre". De budget commun, d'instrument automatique commun de réponse aux chocs asymétriques qui toucheraient certains pays de la zone euro, point de mention.

En marge du dernier Conseil européen, Charles Michel avait assuré que le *Benelux* était "naturellement un constructeur de ponts", et qu'au-delà de positions d'apparence antagonistes et figées, une marge existe pour rapprocher les positions autour de solutions de "bon sens". À croire que de ses divisions, le *Benelux* pourrait forger des clés qui feront avancer l'Union.

FREDERIC ROHART ■

kreten & gefluister

De Standaard*,
Wo. 03 Jan. 2018, Pagina 9

Vlawanelux Neen, dit is geen personage uit Asterix en Obelix, wel de nieuwe naam van de Benelux, het samenwerkingsverband van België, Nederland en Luxemburg. Toch als het van de N-VA afhangt. Die partij heeft vijf vertegenwoordigers in het Benelux-parlement. 'Wij waken er over de Vlaamse belangen', zegt Mark Hendrickx, een ...

Vlawanelux

Neen, dit is geen personage uit Asterix en Obelix, wel de nieuwe naam van de Benelux, het samenwerkingsverband van België, Nederland en Luxemburg. Toch als het van de N-VA afhangt. Die partij heeft vijf vertegenwoordigers in het Benelux-parlement. 'Wij waken er over de Vlaamse belangen', zegt Mark Hendrickx, een van de vijf. 'De N-VA pleit voor de omvorming van de Benelux tot Vlawanelux. Zo kunnen de deelstaten rechtstreeks met Nederland onderhandelen.'

Verknoeier (1)

Voormalig premier Guy Verhofstadt (Open VLD) heeft een zilveren medaille behaald op de nieuwssite politico.eu. Maar of dat iets is om trots op te zijn, is nog maar de vraag. Verhofstadt eindigde tweede in de lijst van 12 personen die mogelijk 2018 kunnen verknoeien.

Lege zak (1)

'Ik ben in de jaren zeventig zes jaar schepen van Openbare Werken geweest, en intussen 23 jaar burgemeester. Ik zweer op alles wat mij lief is dat een promotor of aannemer mij nog nooit geld heeft aangeboden. Nog nooit! Als een politicus dat zelf niet uitlokt, dan doen zulke mannen dat niet.' Louis Tobback (SPA) is stellig in het weekblad Knack.

Verknoeier (2)

'Verhofstadt riskeert een gemene Vlaamse Sinterklaas te worden in 2018, door telkens weer de kwestie van het geassocieerd lidmaatschap op te werpen en zo hoop te geven aan Britten uit het Remain-kamp', schrijft de website, die er duidelijk niet in gelooft dat dit haalbaar is. 'Guy, don't be that guy.'

Lege zak (2)

'Ik steek het niet weg: mijne zak is leeg. Als ik nog eens burgemeester had willen worden, zou dit mijn verkiezing te veel zijn geweest.' De politieke carrière van Louis Tobback eindigt dit jaar, bevestigt hij met evenveel stelligheid in Knack.

'Ik geef in volle vertrouwen de fakkel door aan Mo (de Leuvense schepen Mohammed Ridouani, red.)', zegt hij. 'Ik zie geen reden waarom men niet op Mohammed zou willen stemmen. Tenzij om onoorbare redenen die men niet durft uit te spreken.'

Met bijdragen van

Wim Winckelmans.

Entretien Il y a un an, on annonçait ...

Le Soir*,
Di. 02 Jan. 2018, Pagina 23

Entretien Il y a un an, on annonçait que l'année européenne 2017 allait être terrible : on appréhendait l'entrée de Donald Trump à la Maison-Blanche et son isolationnisme, on craignait les victoires de l'extrême droite aux Pays-Bas (Wilders) et en France (Le Pen). Seule leur d'espoir : la perspective d'une ...

Entretien

Il y a un an, on annonçait que l'année européenne 2017 allait être terrible : on appréhendait l'entrée de Donald Trump à la Maison-Blanche et son isolationnisme, on craignait les victoires de l'extrême droite aux Pays-Bas (Wilders) et en France (Le Pen). Seule leur d'espoir : la perspective d'une réélection confortable d'Angela Merkel à la chancellerie allemande. Aucune de ces craintes ou prévisions ne s'est vérifiée comme telle, et le moral des dirigeants européens est sensiblement remonté. Mais on sent bien que la période reste très particulière...

L'Europe est-elle à un moment charnière ?

Deux réponses sont possibles, selon qu'on envisage le court ou le long terme. À court terme, l'année 2016 a été une « année horrible » avec le Brexit, l'élection de Trump, etc. Par conséquent, 2017 a été un rebond. On s'est dit que l'on ne pouvait plus continuer à être victime des crises, qu'il fallait des perspectives. L'élection de Macron a généré un sentiment d'optimisme, que l'on a retrouvé dans le discours sur l'état de l'Union de Jean-Claude Juncker. Sur le long terme, on s'aperçoit que la période qui a commencé avec l'après-guerre froide donne de plus en plus de signes que quelque chose ne va plus. Au plan économique, cela a commencé il y a une dizaine d'années déjà. Mais ce qui était une crise économique s'avère de plus en plus une crise structurelle de la société. Au plan géopolitique, le retour depuis 2014 de la compétition avec la Russie, décidée à Moscou, montre que l'après-guerre froide est en train de s'achever. On sent que les décennies devant nous seront très différentes des précédentes. Le modèle inventé dans les années 90 est de plus en plus usé. On a besoin d'un nouveau modèle.

Vous voulez dire en termes de modèle fondamental ?

Oui. Au plan économique, le modèle libéral-social qui a existé en Europe est contesté au sein de notre population. On se demande si la démocratie représentative correspond aux besoins actuels. Dans la période d'après-guerre froide, on s'attendait à ce que la coopération remplace la compétition, dans un monde de gouvernance globale. Sur ces trois plans, l'ancien consensus est en train de se fracturer. Et on constate ce développement dans différents pays européens. En France, les partis classiques se sont effondrés. Le centrisme des grands partis politiques en Allemagne est sous pression, comme l'est l'europhilie belge, comme l'est le consensus britannique sur une appartenance à l'UE de type « un pied dedans, un pied dehors ». La gouvernance de l'économie mondiale est aussi contestée, voyez le succès de Thomas Picketty.

Comment l'Europe se situe-t-elle sur l'échiquier mondial ?

Avec Trump et la montée de la tension, dans l'Est de l'Asie surtout, on est entré dans un monde qui change à une vitesse énorme. La puissance économique mondiale a connu une redistribution vers l'Est. Cela a un impact énorme sur l'Europe, qui a été le cockpit du monde pendant des siècles. Avec les rivalités qu'on observe en Asie, il est de plus en plus probable que l'Europe sera influencée par des développements qui se déroulent principalement ailleurs. S'il y a une confrontation militaire à l'Est – et j'espère que les États asiatiques l'éviteront –, même si c'est à l'autre bout du monde, on en sentira des conséquences du fait de l'économie globalisée. Je pense, par exemple, que les intérêts des puissances asiatiques d'amplifier les relations économiques avec l'UE (prenez la Corée du Sud et le Japon) sont dus à leur souhait d'avoir des amis à l'autre bout du monde s'il arrive quelque chose... Ici, à Bruxelles, on a toujours l'impression que nos affaires influenceront le monde.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, après l'attaque sur Pearl Harbour, les États-Unis et les Britanniques ont été confrontés à la question : à quel adversaire et quel théâtre donner la priorité, l'Europe ou l'Asie ? Le choix a été clair et net : d'abord l'Europe, ensuite le Japon. Dans les débats actuels à Washington, on entre dans un scénario de vraie rivalité géopolitique, où la priorité sera inversée : la Russie sera une considération secondaire, après la Chine.

Quels ont été les événements marquants de 2017 : Trump et Macron ?

À partir de l'investiture de Trump, on a été enveloppé dans un flux continu de petites nouvelles déplaisantes de Washington. Mais en même temps, malgré les chocs continus qu'a produits l'administration Trump, le président américain change d'avis très régulièrement : on n'est donc jamais sûr de rien. Et il n'est pas clair si les dégâts collatéraux politiques seront fondamentaux.

Par contre, l'élection de Macron a des conséquences beaucoup plus directes sur la scène européenne. Pour la première fois en une décennie, on a à l'Élysée un président élu avec un mandat très clair, beaucoup d'ambition et une vision de là où il veut aller. Ce n'est pas gagné pour autant pour Macron. Mais la France est de retour sur la scène européenne, et le Brexit a renforcé la position française. La France est maintenant en Europe la seule puissance classique, c'est-à-dire politique, économique et militaire. Pendant plusieurs décennies, la construction européenne a été déterminée par le triangle Berlin-Paris-Londres. La sortie de Londres met Paris dans une position beaucoup plus solide dans sa négociation avec Berlin.

Le Brexit déstabilise-t-il finalement moins l'UE qu'on ne l'avait craint ?

Le premier accord avec le gouvernement de Theresa May, entériné lors du Conseil européen de décembre, donne un signe positif que le Brexit peut être gérable. Cela aurait pu déraiper davantage. Une discussion a eu cours en coulisses : vaut-il mieux que cela pète plus tôt ou plus tard ? L'accord trouvé en décembre sur la question irlandaise me fait penser que, quand on approche du précipice, personne n'est prêt à y sauter. Et c'est cela qui compte.

Faut-il s'inquiéter de la prolongation de l'incertitude en Allemagne ?

C'est en tout cas l'État membre où les choses sont le moins claires. L'impact du changement sur le long terme, dont j'ai parlé au début, est vécu différemment selon les pays. En France, personne ne met en question l'existence de la France, ni le fait qu'elle est un acteur étatique important. Au Royaume-Uni, c'est déjà différent (vu l'union de quatre « pays », NDLR), mais il y a une longue tradition de gestion de ces affaires. Pour l'Allemagne, l'après-guerre froide était la période de la réunification, et elle s'est retrouvée au cœur de la construction européenne. Sortir de cette « post-guerre froide » signifie pour la France et le Royaume-Uni

changer de vitesse. Cela leur fait moins peur qu'aux Allemands, dont la construction est plus fragile, plus dépendante du soutien des États-Unis à sa sécurité nationale et de la mondialisation de l'économie, essentielle à un pays exportateur. Cela a donné une vingtaine d'années extrêmement positives pour l'Allemagne, tandis qu'en France cela a été vécu comme un déclin.

Mais les rôles sont en train de changer. La vision que Macron est en train d'articuler pour la France et pour l'UE, est une vision de puissance. À la Sorbonne, il proposait que l'Union européenne elle-même développe son sens de la souveraineté, sous le leadership de la France : il transpose le souverainisme français à l'échelle européenne, là où cela donne une valeur ajoutée. C'est une vision française, mais c'est aussi une vision claire pour l'Europe dans un monde de plus en plus turbulent.

Une vision que l'Allemagne peut soutenir ?

L'Allemagne d'après-guerre a un problème avec la notion de souveraineté, car elle en a disposé d'une restreinte, et elle a redécouvert sa souveraineté nationale avec une certaine ambiguïté politique quant à son acceptabilité. Les propositions de Macron sont sans doute aussi inspirées par l'idée de créer une souveraineté européenne partagée, au lieu de multiples souverainismes nationaux. La France est beaucoup plus à l'aise avec sa souveraineté. Et si on a besoin de plus de souveraineté, c'est mieux de la créer à l'échelle européenne. En Allemagne, le débat est : si cela n'existe nulle part, à quel niveau est-ce mieux de le créer, au niveau national ou européen ?

Il n'y a pas que la France et l'Allemagne qui pèsent dans le débat : on voit que les groupes régionaux, comme celui de Visegrad en Europe centrale, mais aussi le *Benelux*, jouent leur partition...

(...) *Le Benelux est de retour*. Mais on perçoit qu'il y a une différence de vision entre les Pays-Bas et la Belgique. À La Haye, cela fait peur d'être coincé dans une construction continentale où la relation franco-allemande est le facteur dominant. Les Néerlandais ont une vision plus libérale et plus atlantiste que Paris. Ce que j'entends aux Pays-Bas, c'est que Berlin dira toujours oui aux Français par peur d'une vraie crise de la construction européenne. Mais si Macron veut réussir, il devrait tenir compte des Pays-Bas. Après tout, les Pays-Bas sont un pays fondateur où le niveau de souci sur la direction de la construction européenne est ancien. Le premier référendum sur la Constitution européenne a été organisé aux Pays-Bas... Mark Rutte n'est pas idéologiquement défavorable à la construction européenne : il est libéral et progressiste. Mais il se rend compte que le manque de soutien populaire est devenu un gros problème. Il tient à ce que la construction européenne soit une valeur ajoutée facile à comprendre pour les citoyens.

La Belgique, qui n'est pas au clair avec elle-même, a-t-elle de ce fait une difficulté à jouer un rôle dans la décision européenne ?

Bruno Colmant a écrit, mais je le répète avec mes mots, qu'un pays repose sur le fait d'avoir un projet partagé pour le futur. Sans cela, la société entre dans un processus de désintégration politique et sociale. Je crois qu'en Belgique on n'a pas accordé beaucoup d'attention à ce genre de question. Ces 25 dernières années, on a beaucoup investi dans la politique européenne, pour que l'UE puisse être perçue comme une nouvelle identité acceptée par tous nos concitoyens. Parallèlement, on a renforcé les entités fédérées, comme conteneurs d'identité. Mais entre ces deux niveaux-là, le niveau national, avec tous ses symboles, a été négligé : regardez l'état dans lequel se retrouvent les forces armées et les administrations fédérales. Or, maintenant que le monde change, on a besoin de cette capacité d'action régaliennne qui n'a pas été créée ailleurs. On a essayé de créer un substitut à la souveraineté belge à l'échelle

européenne – parce que la première était difficile à gérer – mais jusqu’ici, on ne peut pas dire que le niveau européen a fourni une alternative réelle à la puissance étatique. Peut-être qu’on y arrivera dans le long terme, mais dans le court terme, notre position d’être dans l’avant-garde européenne mais avec des instruments d’action nationaux très affaiblis nous a rendus extrêmement vulnérables au plan géopolitique.

La classe politique belge est-elle suffisamment concernée et intéressée par l’extérieur ?

Pas ces dernières années, mais c’est en train de changer : l’évidence monte. On se rapproche du moment où les citoyens se poseront des questions : s’il y a des problèmes, qui a été responsable ? Le choix fondamental a consisté, après la Seconde Guerre, à ne pas poursuivre la neutralité, mais à ancrer la Belgique dans plusieurs constructions multilatérales : l’ONU, l’Otan et l’UE. Or, les trois sont entrées dans des périodes de difficultés et cela nous confronte à des questions fondamentales auxquelles on n’a pas envie de faire face. Mais si le monde change de façon si significative, on ne pourra plus se permettre de ne pas faire de choix. Je suis persuadé qu’on est en train de vivre un réveil à l’importance de ce qui est international. Un réveil inconfortable, mais on ne peut plus s’endormir. Cela nécessite un bon débat national entre les familles politiques et les communautés. Je pense qu’il commence. Il faut espérer que l’on arrivera à trouver de vraies réponses avant que ne se produisent des événements auxquels on ne saura faire face.

JUREK KUCZKIEWICZ

JUREK KUCZKIEWICZ ■